

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 - 2025

Ministère de la Langue française

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 : A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C. LES PERSONNES RENCONTRÉES; D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC. ; E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : – LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; – LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	1
G.2	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2023-2024 : A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C. LES COÛTS VENTILÉS.	2
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES ; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ; D. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; E. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE ; F. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE ; G. LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION ; H. LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.	3
G.4	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT : PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;	4

	N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL : ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME: A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE. DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE: D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025; E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS; F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU; H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.	5
G.6	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F. L'ÉCHÉANCIER; G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	6
G.7	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	9
G.8	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 : A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.	10

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.9	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS- TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE: - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS; M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2023-2024.	11
G.10	CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR : A. LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE; B. LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES; C. LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ; D. LA LISTE DES FOURNISSEURS; E. UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.	12
G.11	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : A. LA PHOTOCOPIE; B. LE MOBILIER DE BUREAU; C. L'AMEUBLEMENT ; D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : – AU QUÉBEC; – À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	13
G.12	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE: A. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; E. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS; F. LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H. LES NOMS DES FOURNISSEURS; I. LES ORDINATEURS PORTABLES; J. LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.	14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.13	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS ; B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS ; C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.): – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL; F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS; I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS); J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR; K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE; L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES; M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES; N. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART; O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI; P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS; Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	15
G.14	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	19
G.15	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; D. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS; E. LA DURÉE DU BAIL; F. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; G. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION. H. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; I. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; J. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; K. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.	20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.16	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024, FOURNIR : A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	21
G.17	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	22
G.18	LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2023-2024, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU : A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT; B. LE TITRE DE LA FONCTION; C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE; D. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET; E. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS; F. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT; G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE; H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES. I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2023-2024; J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET; K. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE; L. SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.	23
G.19	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	24
G.20	LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G. LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	25
G.21	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	26
G.22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	27

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.23	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	28
G.24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	29
G.25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	30
G.26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS; G. LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT; H. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES; I. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; J. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	31
G.27	POUR 2023-2024, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT : A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F. LES COÛTS VENTILÉS; G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	32
G.28	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2023-2024 : A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D'ETCAFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE. F. L'OBJET; G. LES DATES.	33
G.29	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	34
G.30	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	35
G.31	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025.	36

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	37
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ET 2025-2026, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	38
G.34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	39
G.35	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.	40
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	41
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	42
G.38	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2024-2025. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2023-2024, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2024-2025, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	43
G.39	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	44
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES): A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	45
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	46
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.	47
G.43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER: A. LA DATE ; B. LA NATURE ; C. LES QUESTIONS POSÉES ; D. LES RÉPONSES ; E. LA FIRME RETENUE ; F. LES COÛTS.	48
G.44	TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.	49

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.45	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION : A. FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2023-2024; B. NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2023-2024 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION; C. NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1^{ER} OCTOBRE 2018.	50
G.46	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : G) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2021-2024.	51
G.47	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : M) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.	52
G.48	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : SS) RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	53
G.49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.	54
G.50	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2024; D. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	55
G.51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	56
G.52	CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	57
G.53	POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 OU AYANT COURS EN 2023-2024 AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION : A. LA FIRME RETENUE; B. COPIE DU CONTRAT; C. DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT; D. VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT; E. SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.	58
G.54	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.	59
G.55	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	60
G.56	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024: A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	61

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.57	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024: A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME ; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2023-2024 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES ;	62
G.58	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A. LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION; B. LE TYPE D'INCIDENTS; C. LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.	63
G.59	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉES; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	64
G.60	FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES. A. FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.	65
G.61	PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS.	66
G.62	INDIQUER LE NOMBRE ET LA VALEUR MONÉTAIRE DES CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES-CONSEILS; FOURNIR LESDITS CONTRATS LE CAS ÉCHÉANT.	67
G.63	INDIQUER LE MONTANT DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ENTRAÎNÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19.	68
G.64	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42 ^E LÉGISLATURE.	69
G.65	INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.	70
G.66	INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.	71
G.67	INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.	72
G.68	INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.	73
G.69	INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.	74
G.70	TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS.	75
G.71	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2023-2024 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	76
G.72	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2023-2024 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE; C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	77
G.73	POUR 2023-2024, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	78
G.74	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	79

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2024.

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Dépôts à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de dépôts à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référer à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contre l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contre l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Étude des crédits 2024-2025

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATES	DESTINATION(S)	NOM DU (DES) FONCTIONNAIRES (FONCTION)	BUT DE LA MISSION	COÛT RÉEL
15 AU 20 OCTOBRE 2023	PARIS (FRANCE)	DOMINIQUE-VALÉRIE MALACK, SOUS-MINISTRE ADJOINTE AUX POLITIQUES, PARTENARIATS ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	ACCOMPAGNE LE MINISTRE M. JEAN-FRANÇOIS ROBERGE	2 847,44 \$ - FRAIS DE TRANSPORT (AVION, TAXI) 532,86 \$ - REPAS 2 761,07 \$ - HÉBERGEMENT 3,50 \$ - FRAIS DE VISES ÉTRANGÈRES

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18) [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

LES QUESTIONS C), F) G), H) NE SEMBLENT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR **2023-2024** :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
- B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- C. LES COÛTS VENTILÉS;

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE N'A PAYÉ AUCUNE FACTURE POUR UN VOYAGE EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

G.3 **LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025;**
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;**
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- D. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- E. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;**
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE;**
- G. LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION;**
- H. LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE. POUR LES CONTRATS 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉVÉNEMENTS

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
ANNONCE DU MINISTRE AVEC TÉLÉ-QUÉBEC LE 21 AOÛT 2023	74 \$
CÉRÉMONIE DE REMISE DES INSIGNES DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET DU PRIX DU 3-JUILLET 1608 – LE 23 NOVEMBRE 2023	52 250 \$

LES QUESTIONS C), D) G), H), J), K), N), O) NE SEMBLANT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS OU ELLES SONT DÉJÀ RÉPONDUES PAR D'AUTRES SOUS-QUESTIONS DE CETTE MÊME QUESTION.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025;**
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;**
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;**
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

G.6 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D’OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L’ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D’UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L’INDIQUER.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D’OCTROI	MONTANT
BDO	AUDIT EN SÉCURITÉ DE L’INFORMATION	GRÉ À GRÉ	11 000,00 \$
47E PARALLÈLE	SERVICES DE TRAITEUR POUR LE COCKTAIL DINATOIRE APRÈS LA CÉRÉMONIE DE L’ORDRE DES FRANCOPHONES D’AMÉRIQUES	GRÉ À GRÉ	7 004,83 \$
BISTRO ÉVOLUTION & TRAITEUR	SERVICE TRAITEUR POUR UNE ACTIVITÉ AVEC DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX	GRÉ À GRÉ	5 501,81 \$
AMEUBLEMENT DE BUREAU LA CAPITALE	ACQUISITION DE MEUBLES POUR LES BUREAUX DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	27 170,00 \$
ACT-COM	FORMATIONS SUR L’ÉCRITURE STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	4 800,00 \$
ARTOPEX	ACQUISITION DE MEUBLES POUR LES BUREAUX DE QUÉBEC	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	28 782,31 \$
CIRANO	ANALYSE D’IMPACT RÉGLEMENTAIRE SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
CROISIÈRES AML	NOLISEMENT DU SALON DE LA CAPITAINE POUR L’ACCUEIL DE LA DÉLÉGATION DU CONGRÈS OPALE 2023 EN COLLABORATION AVEC L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF)	GRÉ À GRÉ	1 840,00 \$
DISTRAMAR INC.	ACQUISITION D’AMEUBLEMENT	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	11 626,47 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FRANÇOIS BEAUREGARD	PRESTATION DU TRIO JEUX DE CORDES - AMBIANCE MUSICALE DANS LE CADRE DU 5 À 7 SUIVANT LE COLLOQUE OPALE	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC.	ACQUISITION - AMEUBLEMENT	GRÉ À GRÉ	3 112,30 \$
KORN FERRY	ÉVALUATION DE POSTES DE CADRES SELON LA MÉTHODE KF HAY SUR 2 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	17 100,00 \$
JOHANNE LACHANCE	ÉVALUATIONS D'EMPLOI D'ENCADREMENT AVEC LA MÉTHODE HAY ET DES ÉVALUATIONS D'EMPLOI EXPERT EN FONCTION DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LA DÉTERMINATION DU NIVEAU DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LA GESTION DES EMPLOIS, AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ENTENTE DE SERVICES AVEC LE MESS	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
JOSÉE VÉZINA	ÉVALUATIONS D'EMPLOI D'ENCADREMENT AVEC LA MÉTHODE HAY ET DES ÉVALUATIONS D'EMPLOI EXPERT EN FONCTION DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LA DÉTERMINATION DU NIVEAU DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LA GESTION DES EMPLOIS, AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ENTENTE DE SERVICES AVEC LE MESS	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	ÉVALUATION DE LA CAMPAGNE SUR LE DÉCLIN DU FRANÇAIS	GRÉ À GRÉ	27 985,00 \$
SOLUTIONS M3	ACQUISITIONS MEUBLES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 259,65 \$
CHEZ RIOUX & PETTIGREW	SERVICE DE TRAITEUR POUR LORS DU CONGRÈS OPALE 2023	GRÉ À GRÉ	2 665,35 \$
MAB PROFIL INC.	APPROVISIONNEMENT - AMEUBLEMENT DE BUREAU	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 537,44 \$
MANOIR VICTORIA	BLOC DE CHAMBRES POUR LES LAURÉATS DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET LE PRIX DU 3-JUILLET-1608	GRÉ À GRÉ	3 743,95 \$
MARKETING LÉGER INC.	SONDAGE SUR LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS SUR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	12 600,00 \$
MONETTE	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DES BUREAUX, ENTREPOSAGE	GRÉ À GRÉ	20 000,00 \$
MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRES	EXPOSITION POUR CÉLÉBRER LE 75E ANNIVERSAIRE DU DRAPEAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	58 175,00 \$
A.G. CONSULTANT	PRODUCTION, IMPRESSION ET POSE D'ORIFLAMMES À TRAVERS LE QUÉBEC POUR LE 75E ANNIVERSAIRE DU DRAPEAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	74 219,80 \$
PAINCHAUD PRODUCTIONS	ANIMATION MUSICALE - SOIRÉE DE REMISES DE L'INSIGNE DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET DES PRIX 3-JUILLET-1608	GRÉ À GRÉ	2 495,00 \$
SÉMINAIRE DE QUÉBEC	RÉSERVATION DE LA SALLE DES PROMOTIONS - CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE - PRIX DU 3-JUILLET-1608	GRÉ À GRÉ	4 745,02 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
LISE POULIN	EFFECTUER DES MANDATS D'OPÉRATION DE DOTATION AU REGARD DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE, CONSEIL DE RÉDACTION DES DESCRIPTIONS D'EMPLOI SUR 2 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	42 000,00 \$
DECIMAL	INTÉGRATION DU MLF DANS LA SOLUTION DECIMAL POUR LE SUIVI BUDGÉTAIRE, SERVICE OFFERT SUR 3 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	96 000,00 \$
EXTAL, SERVICES INTÉGRÉS	SERVICES D'INSTALLATION ET D'AMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	31 200,00 \$
MÉDIC QUÉBEC	ACHAT D'UNE TROUSSE DES PREMIERS SOINS ET DE DÉFIBRILLATEURS	GRÉ À GRÉ	6 290,35 \$
JEAN BOULET	RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET EXPERTISE SUR LA MISE EN PLACE DU MÉCANISME DE REDDITION DE COMPTE SUR 2 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	75 000,00 \$
JONATHAN AUBIN	SERVICES DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ	4 950,00 \$
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS SCIENTIFIQUES FRANCOPHONES SUR 4 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	1 137 650,00 \$ (DONT FRQ: 490 257,00 \$)
MUSÉE DE LA CIVILISATION	PROJECTION DU DRAPEAU DU QUÉBEC SUR LA FAÇADE DU MUSÉE DE LA CIVILISATION POUR UNE DURÉE DE DEUX MOIS	GRÉ À GRÉ	43 000,00 \$
ISQ	PRODUCTION DE STATISTIQUES SUR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC SUR 2 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	2 300 000,00 \$
ISQ	RÉALISATION D'UNE ENQUÊTE ANNUELLE SUR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC DONT LA PREMIÈRE ÉDITION SERA CELLE 2023-2024 SUR 2 ANNÉES FINANCIÈRES	GRÉ À GRÉ	2 050 000,00 \$

LES QUESTIONS B), D), F) ET G) NE SEMBLANT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS OU ELLES SONT DÉJÀ RÉPONDUES PAR D'AUTRES SOUS-QUESTIONS DE CETTE MÊME QUESTION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/). DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers)

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/)

G.8 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR **2023-2024** :

- A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers).

G.9 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L’EXERCICE FINANCIER **2023-2024**, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L’ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S’IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L’ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU’À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L’ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU’À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D’OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU’À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L’ÉTUDE D’OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU’OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L’EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN **2023-2024**.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

A) À M) LE MINISTÈRE N’AVAIT AUCUN PROJET¹ EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN COURS EN 2023-2024.

L’INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 500 000 \$ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L’ADRESSE SUIVANTE : <https://www.tableaubordprojetsrli.gouv.qc.ca/>

1 CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 16.3 DE LA LOI SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (L.R.Q. CHAPITRE G-1.03), CONSTITUE UN PROJET EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES UN ENSEMBLE D’ACTIONS MENANT AU DÉVELOPPEMENT, À L’ACQUISITION, À L’ÉVOLUTION OU AU REMPLACEMENT D’UN ACTIF INFORMATIONNEL OU D’UN SERVICE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES.

G.10 CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

- A. LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE :**
- B. LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;**
- C. LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;**
- D. LA LISTE DES FOURNISSEURS;**
- E. UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE (MCN) SUPPORTE LE MINISTÈRE EN SERVICES EN INFORMATIQUES. EN 2023-2024, LE MINISTÈRE A VERSÉ AU MCN LA SOMME TOTALE DE 277 201,52 \$ POUR L'ENSEMBLE DE SERVICES INFORMATIQUES ET BUREAUTIQUES. LA FACTURATION NE PERMET D'ISOLER LA DÉPENSE EXACTE EN INFONUAGIQUE, CAR LE MINISTÈRE FIGURE DANS UN LOT DE MINISTÈRES ET ORGANISMES DESSERVIS PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE.

- B. LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES – FACTURATION GLOBALE
- C. LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ – FACTURATION GLOBALE
- D. LA LISTE DES FOURNISSEURS - LES INFORMATIONS CONCERNANT LA LISTE DES FOURNISSEURS ET DES PRESTATAIRES DE SERVICES QUALIFIÉS PAR APPEL D'INTÉRÊT EN INFONUAGIQUE EST DISPONIBLE SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE:
[HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/GOUVERNEMENT/FAIREAFFAIRE/APPELS D OFFRES ET ACQUISITIONS/COURTIER EN INFONUAGIQUE/LI PR ESTATAIRES QUALIFIES AO COURTIER.PDF.](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/appeles_d_offres_et_acquisitions/courtier_en_infonuagique/li_prestataires_qualifies_ao_courtier.pdf)

LES QUESTIONS A) ET E) NE SEMBLANT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.11 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR **2023-2024** (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

	MLF
PHOTOCOPIE	1 314,96 \$
MOBILIER DE BUREAU	94 310,77 \$
AMEUBLEMENT	5 093,88 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	1 284,78 \$
FRAIS DE TRANSPORT	12 152,89 \$
FRAIS D'HÉBERGEMENT	13 746,29 \$
FRAIS DE REPAS	3 206,91 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	7 999,79 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$
TOTAL	139 110,27 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.12 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR **2023-2024**, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- B. LE COÛT DES FRAIS D’ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME;
- C. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME;
- D. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S’IL Y A LIEU;
- E. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS;
- F. LE COÛT D’ACQUISITION DES APPAREILS;
- G. LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS;
- H. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- I. LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J. LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

	MLF
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	11 394,51 \$
LE COÛT DES FRAIS D’ITINÉRANCE	360,50 \$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	0,00 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0,00 \$
LE COÛT D’ACQUISITION DES APPAREILS	3 981,95 \$
LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS	9 817,42 \$
NOM DU FOURNISSEUR	TELUS

LES SOUS-QUESTIONS E), I) ET J) NE SEMBLENT PAS PERTINENTES À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), F), G), H) L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\).](#)

G.13 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIÉ;
- L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
- M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- N. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
- O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
- P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
- Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES RÉPONSES AUX QUESTIONS A, B, C, D, E, F, G, I, J, K, L, M, N ET P SERONT TRANSMISES PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.13H CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

G.13O CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI ;

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE N'A ABOLI AUCUN POSTE POUR LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE.

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S'EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES, CE QUI PERMET DE FAIRE L'ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L'INFORMATION RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

G.13Q CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : s) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

	2023-2024
NOMBRE DE POSTES VACANTS	4

LA TOTALITÉ DE CEUX-CI SONT À NOTRE BUREAU DE QUÉBEC.

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S'EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES, CE QUI PERMET DE FAIRE L'ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L'INFORMATION RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

G.14 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2023-2024, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES (DONNÉES AU 31 JANVIER 2024)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

LES RÈGLES GOUVERNEMENTALES RELATIVES AU TAUX DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF À LA SUITE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ONT PRIS FIN LE 31 MARS 2015.

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

EN 2023-2024, LE MINISTÈRE A ENGAGÉ 5 RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE À TITRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS.

SOURCE : DONNÉES EXTRAITES DU SAGIP. PERSONNEL AYANT PRIS SA RETRAITE AU COURS DES 5 ANNÉES PRÉCÉDANT LA DATE D'EMBAUCHE.

G.15 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX :

- A. L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- D. LES COÛTS D’AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- E. LA DURÉE DU BAIL;
- F. LE PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ;
- G. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D’ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION;
- H. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- I. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- J. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- K. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE COÛT DES TRAVAUX D’AMÉNAGEMENT DU 800 D’YOUVILLE, QUÉBEC RÉALISÉS À L’AUTOMNE 2023, EST UNE ESTIMATION DE LA SQI ET SERA ÉTALÉ SUR LA PÉRIODE DE LA DURÉE DU BAIL.

L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛTS D’AMÉNAGEMENT ESTIMÉ DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2023	DURÉE DU BAIL	COÛT DE RÉSILIATION
800, PLACE D’YOUVILLE, QUÉBEC	241 428,98 \$	5 ANS	S. O.
425, BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	0,00 \$	10 ANS	S. O.

LES SOUS-QUESTIONS SUIVANTES NE SEMBLENT PAS PERTINENTES À L’ÉTUDE DES CRÉDITS : H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE, I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE, J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ, K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS.

POUR LES SOUS-QUESTIONS A) L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION, B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET F) PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ, L’INFORMATION EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

[Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\).](#)

- G.16** CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN **2023-2024**, FOURNIR :
- A.** LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
 - B.** LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
 - C.** LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
 - D.** LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.
-

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE N'À AUCUN ACTIF IMMOBILIER EXCÉDENTAIRE.

G.17 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

A. LES DATES DES TRAVAUX;
B. LES COÛTS;
C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- A. CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.
- B. ET C.

ENDROIT	FIRME	DESCRIPTION	COÛT
800, D'YOUVILLE, 4 ^E ET 13 ^E ÉTAGE, QUÉBEC	EXTAL SERVICES INTÉGRÉS	DÉMÉNAGEMENT/AMÉNAGEMENT	29 805,17 \$
800, D'YOUVILLE, 4 ^E ET 13 ^E ÉTAGE, QUÉBEC	EXTAL INSTALLATION ET RÉAMÉNAGEMENT DE BUREAU INC.	DÉMÉNAGEMENT/AMÉNAGEMENT	1 700,59 \$
800, D'YOUVILLE, 4 ^E ET 13 ^E ÉTAGE, QUÉBEC	141273 CANADA INC. (MONETTE EXPRESS(QUÉBEC))	DÉMÉNAGEMENT/AMÉNAGEMENT	12 762,11 \$
800, D'YOUVILLE, 4 ^E ET 13 ^E ÉTAGE, QUÉBEC	LES PLACEMENTS EURO	AUTRES TRAVAUX	8 198,45 \$

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.18 **LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2023-2024, EN**
INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

A. LE TITRE DE LA FONCTION;
B. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
C. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;
D. LA DESCRIPTION DE TÂCHES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
CABINET DE JEAN-FRANÇOIS ROBERGE	
DIRECTEUR DE CABINET	QUÉBEC
DIRECTEUR ADJOINT DE CABINET	QUÉBEC
DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS ET ATTACHÉ DE PRESSE	MONTRÉAL
CONSEILLER POLITIQUE	QUÉBEC
CONSEILLÈRE POLITIQUE	QUÉBEC
ADJOINTE DU MINISTRE	QUÉBEC

G.19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 26) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

G.20 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPE;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ECHEANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
- G. LES PREVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- B. LE POSTE OCCUPÉ : CADRE 2
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT : 149 118 \$
- D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE : CADRE 2, DIRECTEUR D'UN GROUPE DE RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ LAVAL
- E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE : 1^{ER} JUIN 2022
- F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : 31 MAI 2024

LES SOUS-QUESTIONS A) ET G) NE SEMBLENT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.21 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. LE POSTE INITIAL;
- B. LE SALAIRE;
- C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
- D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITE;
- E. LES PREVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

G.22 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR **2023-2024**, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
- B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
- C. PRÉVISIONS POUR **2024-2025**.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTERES ET ORGANISMES

G.23 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPE ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ECHEANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE;
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

NOM DE LA PERSONNE	S.O.
POSTE OCCUPÉ ET NOM DE L’ORGANISME	DIRECTEUR D’UN GROUPE DE RECHERCHE, UNIVERSITÉ LAVAL
SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT	149 118\$
ASSIGNATION INITIALE	
ASSIGNATION ACTUELLE	
DATE DE L’ASSIGNATION HORS STRUCTURE	1ER JUIN 2022
DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION	31 MAI 2024

LA SOUS-QUESTION A) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.24 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE;
- D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

POUR SES SERVICES DE BIBLIOTHÈQUE GOUVERNEMENTALE, LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE BÉNÉFICIE D'UNE ENTENTE RELATIVE AUX SERVICES DE LA BIBLIOTHÈQUE CÉCILE-ROULEAU AVEC LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE AU COÛT DE 12 000 \$/AN.

LE MINISTÈRE A SOUSCRIT À UN ABONNEMENT ANNUEL AVEC LES MISES À JOUR POUR L'OUVRAGE *ACCÈS À L'INFORMATION - LOI ANNOTÉE, JURISPRUDENCE, ANALYSE ET COMMENTAIRES* AU COÛT DE 158 \$.

LA SOUS-QUESTION D) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LE CABINET MINISTÉRIEL.

G.25 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE N'A DÉBOURSÉ AUCUNE SOMME POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

G.26 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS »); PAR MOIS;
- G. LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT;
- H. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES;
- I. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- J. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INTÉGRATION ET LA GESTION DU SITE INTERNET DU MLF SUR QUEBEC.CA SONT ENTIÈREMENT ASSUMÉES PAR LE MCN.

- A. SYSTÈME DE REGISTRE DES EXCEPTIONS À LA LOI 96 (EMO) EST LE SEUL SITE :
[HTTPS://WWW.DIRECTIVES.MLF.GOUV.QC.CA](https://www.directives.mlf.gouv.qc.ca).
- B. CE SITE A ÉTÉ DÉVELOPPÉ PAR LE MESS.
- C. 17 000 \$.
- D. MISE EN EXPLOITATION : OCTOBRE 2023, HÉBERGÉ SUR DES SERVEURS DU DOMAINE MESS, INFRASTRUCTURE AU MCN : 6 852,50 \$ (HÉBERGEMENT, ENTRETIEN ET MISE À JOUR).
- E. AUCUN COÛT

LES SOUS-QUESTIONS F), G), I), J) NE SEMBLENT PAS PERTINENTES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.27 POUR 2023-2024, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

- A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
- B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
- C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
- E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- F. LES COÛTS VENTILÉS;
- G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUNE RENCONTRE MINISTÉRIELLE OU SOUS-MINISTÉRIELLE NE S'EST TENUE EN RÉGION.

G.28 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR **2023-2024** :

B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);

- 1) 171,84\$
- 2) 68,55\$

G.29 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR POUR TOUS LES MINISTERES ET ORGANISMES

G.30 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023-2024** ET LES PRÉVISIONS POUR **2024-2025**.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.31 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE **2024-2025**.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2023-2024 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2023 POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN **2023-2024**, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR **2024-2025** ET **2025-2026**, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE N'À REÇU AUCUNE SOMME DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT.

G.34 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023--2024**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUNE PRIME N'A ÉTÉ PAYÉE À UN EMPLOYÉ DU MLF.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MLF*
TOTAL	0\$

*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

G.35 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023-2024** LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EN 2023-204, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉS SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉE AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023-2024**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EN 2023-2024, AUCUNE PRIME DE DEPART ET AUCUNE ALLOCATION DE TRANSITION N'ONT ETE VERSEES.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MLF ¹
TOTAL	0\$

¹ SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023-2024** LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.38 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE **2023-2024** ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN **2024-2025**. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN **2023-2024**, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS **2024-2025**, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 INDiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Ministère de la langue française

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

G.40 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
- B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
- C. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
- D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
- E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE A DES ENTENTES AVEC LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE (MCN) ET LE MINISTÈRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS) POUR TOUS LES SERVICES INFORMATIQUES.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, L’HÉBERGEMENT DES DONNÉES, L’ENVIRONNEMENT BUREAUTIQUE ET LE MATÉRIEL SONT ASSUMÉS PAR LE MCN, ALORS QUE LE SOUTIEN À LA GOUVERNANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DES APPLICATIONS ET DES SYSTÈMES DE MISSION AINSI QUE LA CYBERSÉCURITÉ SONT DISPENSÉS PAR LE MESS.

A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) : EN 2023-2024 : OPÉRATIONS – 618 562,70 \$, INVESTISSEMENT – 11 468,28 \$.

DÉPENSE	COÛT
EXPLOITATION	
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (MCN)	25 289,25 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (TELLUS)	8 739,74 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (VIDÉOTRON)	3 758,44 \$
LOCATION DE LOGICIEL ET HÉBERGEMENT DE DONNÉES, SUIVI BUDGÉTAIRE (DECIMAL)	30 000,00 \$
SERVICES INFORMATIQUES (MCN)	197 010,77 \$
ACHAT 5 LICENCES PETIT ROBERT EN LIGNE	479,00 \$
AUTRES SERVICES (MICRO ÉLECTRONICS)	1 897,00 \$
SERVICES DE NATURE TECHNIQUE (MCN)	47 977,27 \$
SOUTIEN À LA GOUVERNANCE (MESS)	295 617 \$
ACHATS – FOURN., MAT ET ÉQUIP. (MCN)	6 924,23 \$
ACHATS – FOURN., MAT ET ÉQUIP. (DELL_	870 \$
INVESTISSEMENTS	
ACHAT SYSTÈME AUDIO	1 401,72 \$
TÉLÉVISIONS, AUTRES ACHATS INFORMATIQUES	10 066,56 \$
TOTAL :	630 030,98 \$

B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS : LE MINISTÈRE N’AVAIT AUCUN PROJET² EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN COURS EN 2023-2024. L’INFORMATION SUR LES GRANDS DOSSIERS DES ORGANISMES PUBLICS EST DISPONIBLE SUR LE TABLEAU DE BORD DES PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC À L’ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/ACCUEIL/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/)

LA SOUS-QUESTION C) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

POUR LES SOUS-QUESTIONS D) ET E), LA RÉPONSE SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

² Conformément à l’article 16.3 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (L.R.Q. chapitre G-1.03), constitue un projet en ressources informationnelles un ensemble d’actions menant au développement, à l’acquisition, à l’évolution ou au remplacement d’un actif informationnel ou d’un service en ressources informationnelles.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR **2023-2024** LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTION	Coût total
Le Barreau	2	Orientation et conformité à la Charte française	3 156,00 \$
Le Barreau	1	Exemplarité de l'état et conformité	2 021,76 \$

G.43 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D’OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE A RÉALISÉ TROIS SONDAGES AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024.

FIRME	Coût
STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	27 985 \$
MARKETING LÉGER INC.	12 600 \$
MLF – RÉALISÉ À L’INTERNE	0\$

LES SOUS-QUESTIONS A), B), C) ET D) SEMBLENT NON PERTINENTES À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.44 TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN **2023-2024** VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU ORGANISME.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE PORTRAIT EST DU 1^{ER} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024.

EN 2023-2024, LE MINISTÈRE N'A EFFECTUÉ AUCUNE DÉPENSE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DE SES ACTIVITÉS.

G.45 AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION :

- A. FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2023-2024;**
- B. LE NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2023-2024 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION;**
- C. LE NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST DIFFUSÉE À L'ADRESSE SUIVANTE:
[HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/POLITIQUES-ORIENTATIONS/REGIONALISATION](https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation)

G.46 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN **2023-2024** ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : **G) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2021-2024;**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE PORTRAIT EST DU 1^{ER} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024.

LE MLF N'A INVESTI AUCUNE SOMME POUR LE PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES EN 2023-2024.

LE PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE :
[PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES \(QUEBEC.CA\)](#)

G.47 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN **2023-2024** ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : **M) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE PORTRAIT EST DU 1^{ER} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024.

EN 2023-2024, LE MINISTÈRE N'A EFFECTUÉ AUCUN INVESTISSEMENT EN LIEN AVEC LE PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

LE PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE :

[Plan d'action de développement durable 2023-2028 \(quebec.ca\)](https://www.mlf.gouv.qc.ca/plan-daction-de-developpement-durable-2023-2028)

G.48 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN **2023-2024** ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : SS) RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN **2023-2024** ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION CONCERNANT TOUT AUTRE PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL SE RETROUVE NOTAMMENT AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION AINSI QU'AU PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.50 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- A. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;
- B. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
- C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2024;
- D. LA PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
- E. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DEPUIS LE 4 AVRIL 2022, L'EXERCICE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EST ENCADRÉ PAR LA POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE TÉLÉTRAVAIL QUI PEUT ÊTRE CONSULTÉE À L'ADRESSE SUIVANTE:
[HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/SECRETARIAT-DU-CONSEIL-DU-TRESOR/PUBLICATIONS-ADM/POLITIQUE-CADRE/POLITIQUE_CADRE_TELETRAVAIL.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/politique_cadre_teletravail.pdf)

G.51 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

SOUS-MINISTÉRIAT À L'EXEMPLARITÉ DE L'ÉTAT ET À LA CONFORMITÉ

1 200 \$

SOUS-MINISTÉRIAT AUX POLITIQUES, AUX PARTENARIATS ET AUX AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

743,78 \$

LE REMBOURSEMENT EST FAIT EN RAISON D'UN MAXIMUM DE 400 \$ PAR EMPLOYÉ, POUR LES PERSONNES N'AYANT JAMAIS BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME.

G.52 CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
 - B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.
-

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- A. LE PAE EST OFFERT ET FINANCÉ PAR LE SCT.
- B. LE PAE EST OFFERT ET FINANCÉ PAR LE SCT.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS:// /WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS.](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers)

**G.53 POUR TOUT CONTRAT ACCORDÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 OU AYANT COURS EN 2023-2024
AUPRÈS D'UNE FIRME DE CONSULTATION :**

- A. LA FIRME RETENUE;**
- B. COPIE DU CONTRAT;**
- C. DATE DE FIN PRÉVUE DU CONTRAT;**
- D. VALEUR PRÉVUE DU CONTRAT;**
- E. SOMMES DÉPENSÉES À CE JOUR.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEOA.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE :
[HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS.](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers)

G.54 LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 21) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

G.55 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23) : [Frais et dépenses 2023-2024 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

G.56 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUN TIRAGE NI CONCOURS N'ONT ÉTÉ RÉALISÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024 AU MLF.

G.57 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024:

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ;**
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES ;**
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME ;**
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2023-2024 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES ;**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

A. TROIS EMPLOYÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SONT AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

B. MONTANT DÉPENSÉ DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS : 845 400 \$.³

C. CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE SUPÉRIEURES À 1 000 \$ ET INFÉRIEURES À 25 000 \$ SONT INCLUSES DANS LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 6 (CONTRATS). POUR LES SOMMES DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

³ Le budget de fonctionnement est centralisé au Ministère du Conseil exécutif pour les directions de communications œuvrant au sein de ministères et organismes. Ce montant inclut les dépenses de fonctionnement de la Direction générale du Secrétariat à la communication gouvernementale et des directions des communications du Ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française.

G.58 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDiquer :

- A. LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION;
- B. LE TYPE D'INCIDENTS;
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 28.1 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS*.

G.59 VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MLF N’A EU AUCUN STAGIAIRE POUR LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE.

G.60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

A. Fournir la liste des projets du Ministère ayant inclus une consultation des représentants Autochtones.

Ministère de la Langue Française

Aucune somme allouée à la consultation avec les Autochtones.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers).

G.62 INDiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEOA.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/MINISTERES/LANGUE-FRANCAISE/ACCES-INFORMATION/CONTRATS-ENGAGEMENTS-FINANCIERS](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers).

G.63 INDiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19.

Ministère de la Langue Française

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.64 INDiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Ministère de la Langue Française

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.65 INDiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Ministère de la Langue Française

Aucune amende n'a été perçue en 2023-2024.

G.66 INDiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Ministère de la Langue Française

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'Administration Publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

Ministère de la Langue Française

L'information concernant la politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Description	Valeur
Fauteuils multifonctions	17 755,00 \$
Fauteuils de salle de rencontre	9 415,00 \$
Télévisions	1 713,74 \$
Ameublements de bureau	39 175,75 \$
Chaises empilables	3 112,30 \$
Vestiaires/Casiers	11 626,47 \$
Défibrillateurs	6 290,35 \$
Système Audio	1 401,72 \$
Système Audio ThinkSmart	9 633,00 \$
Imprimantes Kyocera	8 352,82 \$

Ministère de la Langue Française

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION RECHERCHÉE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE À L'ADRESSE SUIVANTE: [HTTPS://SOQUIJ.QC.CA/A/FR](https://soquij.qc.ca/a/fr)

G.71 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN **2023-2024** ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE D’UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA](https://www.seao.ca).

G.72 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2023-2024 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
- B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE;
- C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE **20** JOURS;
- D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE **30** JOURS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.73 **POUR 2023-2024, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :**

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

IL N’Y A AUCUN CADRE, DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE REMUNERATION SANS EXERCER DE FONCTION AU MINISTERE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

G.74 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUN COMITÉ AYANT UN BUDGET.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 - 2025

Ministère de la Langue française

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.1	LISTE ET COPIE DES CONTRATS OCTROYÉS POUR L’ACHAT OU LE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS. MODE D’OCTROI DES CONTRATS (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ). CRÉDITS ALLOUÉS EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	1
P.2	VENTILATION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS, DE LA MASSE SALARIALE ET DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT ET VENTILER SELON LE POSTE OCCUPÉ.	2
P.3	POUR CHAQUE PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE (FONCTIONNEMENT, PROJETS, IMMOBILISATIONS), INDICER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET LES MONTANTS TOTAUX OCTROYÉS EN 2023-2024.	3
P.4	POUR CHAQUE DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE CONCERNANT LA LANGUE FRANÇAISE ACCEPTÉE EN 2023-2024: A. NOM DU DEMANDEUR OU DU PROJET; B. SECTEUR D’INTERVENTION; C. OBJECTIFS VISÉS PAR LA DEMANDE D’AIDE; D. AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE.	4
P.5	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN 2023-2024. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT AINSI QUE PAR ORGANISME ET INDICER, POUR CHACUN: A. LE(S) MANDAT(S) ; B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES) ; C. LES RENCONTRES TENUES EN 2023-2024; D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN 2023-2024; E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN 2024-2025 AVEC L’OBJET ET L’ÉCHÉANCIER ; LES AVIS, MÉMOIRES ET DOCUMENTS DÉPOSÉS.	6
P.6	TOUTE CORRESPONDANCE DU MINISTRE RESPONSABLE DE L’APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE À L’ATTENTION D’UN AUTRE MINISTRE DU GOUVERNEMENT CONCERNANT L’APPLICATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L’EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L’ADMINISTRATION.	7
P.7	LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS EMPLOYEURS AFIN DE MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE TOUCHANT LA LANGUE DE TRAVAIL AINSI QUE LES RECOURS POUR ASSURER LE RESPECT DE CES DISPOSITIONS, LEURS COÛTS, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	8
P.8	LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES ENTREPRISES DONT LA MARQUE DE COMMERCE NE COMPORTE AUCUNE INSCRIPTION EN FRANÇAIS POUR LEUR DEMANDER DE SE CONFORMER À LA LOI EN 2023-2024.	9
P.9	LISTE DES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLÔME) CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D’ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME. INDICER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ENTREPRISE QUI A OFFERT L’ACTIVITÉ.	10
P.10	AU SUJET DE L’ORDRE DES FRANCOPHONES D’AMÉRIQUE, DU PRIX RAYMOND-CHARRETTE, DU PRIX JULES-FOURNIER ET DU PRIX DU 3-JUILLET-1608, FOURNIR : A. LA COMPOSITION DU JURY ET LE NOM DES MEMBRES DU JURY; B. LE NOMBRE DE CANDIDATURES REÇUES; C. LE NOM DES LAURÉATS.	14
P.11	AU SUJET DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE, FOURNIR : A. LE BUDGET MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION; B. LE NOMBRE D’ETC MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION; C. LE NOMBRE DE RENCONTRE DU GROUPE D’ACTION EN 2023-2024; D. L’ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX DU GROUPE D’ACTION.	15

P.12	NOMBRE DE FOIS, EN 2023-2024, QUE LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ CONSULTÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VERTU DES 12 ET 13 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	16
P.13	QUELS SONT LES OBJECTIFS D'EXEMPLARITÉ EN MATIÈRE D'UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LES INDICATEURS PERMETTANT D'EN MESURER L'ATTEINTE DONT S'EST DOTÉ LE MINISTÈRE EN VERTU DE L'ARTICLE 13.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE?	17
P.14	LISTE DES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE N'AYANT PAS PUBLIÉ, DANS LES TROIS MOIS SUIVANT LA FIN DE LEUR EXERCICE, LE NOMBRE DE POSTES AU SEIN DE LEUR ORGANISATION POUR LESQUELS ILS EXIGENT, AFIN D'Y ACCÉDER NOTAMMENT PAR RECRUTEMENT, EMBAUCHE, MUTATION OU PROMOTION OU D'Y RESTER, LA CONNAISSANCE OU UN NIVEAU DE CONNAISSANCE SPÉCIFIQUE D'UNE LANGUE AUTRE QUE LA LANGUE OFFICIELLE AINSI QUE CEUX POUR LESQUELS UNE TELLE CONNAISSANCE OU UN TEL NIVEAU DE CONNAISSANCE EST SOUHAITABLE, TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 20.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	18
P.15	PRÉVISIONS DU NOMBRE DE PERSONNES QUI POURRAIENT SE PRÉVALOIR DE LA RÉDUCTION DES DROITS DE SCOLARITÉ PRÉVUE PAR L'ARTICLE 29.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	19
P.16	LISTE DES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AYANT PRIS UNE DIRECTIVE EN VERTU DE L'ARTICLE 29.15 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. INDiquer L'ANNÉE D'ENTRÉE EN VIGUEUR OU DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE.	20
P.17	NOMBRE DE PERMIS RESTRICTIFS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 40 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	21
P.18	AU SUJET DES ARTICLES 88.1 À 88.8 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE : A. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT N'AYANT PAS ADOPTÉ UNE POLITIQUE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 88.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE; B. NOMBRE D'AVIS ÉMIS PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 88.4 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE; C. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT N'AYANT PAS TRANSMIS AU MINISTRE LE RAPPORT PRÉVU EN VERTU DE L'ARTICLE 88.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE; D. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT AYANT EFFECTUÉ LA MISE À JOUR DE LEUR POLITIQUE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 88.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	22
P.19	LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DISPOSANT D'UN COMITÉ LINGUISTIQUE EN VERTU DE L'ARTICLE 116 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	23
P.20	NOMBRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES REQUISES PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 156.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	24
P.21	AU SUJET DES HUIT MEMBRES DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, FOURNIR : A. LES NOMS; B. LES FONCTIONS; C. LES DATES DE NOMINATION ET DE FIN DU MANDAT; D. LES SALAIRES, LE CAS ÉCHÉANT; E. LE NOMBRE DE RÉUNIONS DE L'OFFICE AUXQUELS LE MEMBRE ÉTAIT PRÉSENT EN 2023-2024.	25
P.22	CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, VENTILATION, PAR MOIS, DU NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF) EN 2023-2024 ET LA NATURE DE CEUX-CI.	26
P.23	NOMBRE ET NATURE DES PLAINTES ET DES DEMANDES DÉPOSÉES À LA DIRECTION DU TRAITEMENT DES PLAINTES DE L'OQLF EN 2023-2024. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR UN PROFESSIONNEL ET NOMBRE DE MEMBRES DU PERSONNEL AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.	27
P.24	TABLEAU SUR LES DOSSIERS FERMÉS SELON LES MOTIFS DE FERMETURE, EN POURCENTAGE, EN 2023-2024.	28
P.25	AU SUJET DES ENTREPRISES INSCRITES AUPRÈS DE L'OQLF AU 31 MARS 2024 : A. NOMBRE D'ENTREPRISES INSCRITES; B. NOMBRE D'ENTREPRISES QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION; C. NOMBRE D'ENTREPRISES À CHARTE FÉDÉRALE INSCRITES; D. NOMBRE D'ENTREPRISES À CHARTE FÉDÉRALE QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION. VENTILATION DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE (0 À 25 EMPLOYÉS, 26 À 49 EMPLOYÉS, 50 À 99 EMPLOYÉS, 100 EMPLOYÉS ET PLUS).	29

P.26	AU SUJET DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR OU POUR L'OQLF EN 2023-2024 : A. LISTE ET COPIE DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS; B. COPIE DE LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE POUR 2024-2025; C. NOMBRE D'ETC DÉDIÉS À LA RÉALISATION DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS; D. COÛT UNITAIRE DE LA RÉALISATION DES DIFFÉRENTES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS; E. DURÉE MOYENNE D'ÉLABORATION ET DE RÉALISATION DES DIFFÉRENTES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS.	30
P.27	LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, PAR DIRECTION, AU SEIN DE L'OQLF. VENTILER PAR CORPS D'EMPLOI.	31
P.28	NOMBRE D'INSPECTEURS ET NOMBRE D'INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR CHACUN EN 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS.	32
P.29	LES SURPLUS/DÉFICITS DE L'OQLF EN 2023-2024.	33
P.30	COÛT ET DÉTAIL DES CAMPAGNES DE PROMOTION DU FRANÇAIS RÉALISÉES EN 2023-2024.	34
P.31	AU SUJET DES PROGRAMMES DE CONFORMITÉ EN VERTU DE LA SECTION II DU CHAPITRE IV DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN 2023-2024 : A. NOMBRE D'ANALYSES RÉALISÉES PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 128.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; B. NOMBRE D'ATTESTATION DE CONFORMITÉ DÉLIVRÉES; C. NOMBRE DE PROGRAMMES DE CONFORMITÉ EN VIGUEUR; D. NOMBRE D'ORGANISMES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS DANS LES TROIS MOIS LEUR PROGRAMME TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 131 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; E. NOMBRE DE PROGRAMMES DE CONFORMITÉ ÉLABORÉS PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 133 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; F. NOMBRE D'ORGANISMES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS TOUS LES 12 MOIS LE RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DE LEUR PROGRAMME DE CONFORMITÉ TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 134.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; G. NOMBRE DE DEMANDES DE PROLONGATION REÇUES EN VERTU DE L'ARTICLE 134.3 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; H. NOMBRE DE RAPPORTS REÇUS EN VERTU DE L'ARTICLE 134.5 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN PRÉCISANT S'IL S'AGIT D'UN RAPPORT REQUIS AUX 5 ANS OU S'IL S'AGIT D'UN RAPPORT DEMANDÉ PAR L'OFFICE; I. NOMBRE D'ATTESTATIONS DE CONFORMITÉ SUSPENDUES EN VERTU DE L'ARTICLE 134.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	35
P.32	AU SUJET DE LA FRANCISATION DES ENTREPRISES EMPLOYANT 50 PERSONNES OU PLUS, EN 2023-2024 : A. NOMBRE D'ETC DÉDIÉS À LA FRANCISATION DES ENTREPRISES EMPLOYANT 50 PERSONNES OU PLUS; B. NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYANT 100 PERSONNES OU PLUS AYANT UN COMITÉ DE FRANCISATION; C. NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 100 PERSONNES POUR LESQUELLES L'OFFICE A ORDONNÉ LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE FRANCISATION; D. NOMBRE DE COMITÉS DE FRANCISATION EN DÉFAUT D'AVOIR TENU UNE RÉUNION UNE FOIS TOUS LES SIX MOIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 138.3 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; E. NOMBRE D'ATTESTATION D'INSCRIPTIONS ÉMISES EN VERTU DE L'ARTICLE 139 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; F. NOMBRE D'ENTREPRISES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS DANS LES 3 MOIS L'ANALYSE DE LEUR SITUATION LINGUISTIQUE REQUISE PAR L'ARTICLE 139 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; G. NOMBRE DE CERTIFICATS DE FRANCISATION ÉMIS; H. NOMBRE DE PROGRAMMES DE FRANCISATION ADOPTÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 140 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; I. NOMBRE D'ENTREPRISES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS DANS LES 3 MOIS LEUR PROGRAMME DE FRANCISATION REQUIS PAR L'ARTICLE 140 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; J. NOMBRE D'ATTESTATIONS D'APPLICATION D'UN PROGRAMME DE FRANCISATION ÉMISES PAR L'OFFICE; K. NOMBRE D'ENTREPRISES EN DÉFAUT DE REMETTRE UN RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME DE FRANCISATION TOUS LES DOUZE MOIS EN VERTU DE L'ARTICLE 143 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; L. LISTE DES ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES EN VERTU DE L'ARTICLE 144 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; M. NOMBRE DE PROLONGATIONS DE PROGRAMMES DE FRANCISATION ACCORDÉES OU REFUSÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 144.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; N. NOMBRE D'ENTREPRISES EN DÉFAUT DE REMETTRE À L'OFFICE, TOUS LES TROIS ANS, UN RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DE L'UTILISATION DU FRANÇAIS EN SON SEIN TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 146 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; O. NOMBRE D'ENTREPRISES POUR LESQUELS L'OFFICE A ORDONNÉ L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN D'ACTION EN VERTU DE L'ARTICLE 146.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE; P. NOMBRE D'ENTREPRISES EN DÉFAUT D'AVOIR FOURNI UN PLAN D'ACTION POUR APPROBATION PAR L'OFFICE DANS LES DEUX MOIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 146.2 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ;	36

	Q. NOMBRE DE REFUS, DE SUSPENSIONS ET D'ANNULATIONS D'UNE ATTESTATION D'APPLICATION D'UN PROGRAMME DE FRANCISATION OU D'UN CERTIFICAT DE FRANCISATION EN VERTU DE L'ARTICLE 147 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	
P.33	NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 PERSONNES POUR LESQUELLES L'OFFICE A EXIGÉ QU'ELLES PROCÈDENT À L'ANALYSE DE LEUR SITUATION LINGUISTIQUE, À L'ÉLABORATION ET À L'APPLICATION D'UN PROGRAMME DE FRANCISATION EN VERTU DE L'ARTICLE 151 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. FOURNIR AUSSI LE NOMBRE D'ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES EN VERTU DE CE MÊME ARTICLE.	37
P.34	NOMBRE D'EXEMPTIONS ACCORDÉES PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 153 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN 2023-2024.	38
P.35	DATE PRÉVUE DE RÉALISATION DU RAPPORT CONCERNANT L'ÉVOLUTION DES PROGRAMMES DE FRANCISATION ET DE CONFORMITÉ REQUIS PAR L'ARTICLE 161.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. INDiquer AUSSI LA DATE DE TRANSMISSION AU MINISTRE DU PLUS RÉCENT RAPPORT.	39
P.36	AU SUJET DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE PRÉVU PAR LES ARTICLES 165.11 À 165.14 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, AU 31 MARS 2024, FOURNIR : A. LA COMPOSITION DU COMITÉ; B. LA DATE DE NOMINATION DE CHAQUE MEMBRE ET LA DURÉE DE SON MANDAT; C. LISTE DES SUJETS SUR LESQUELS LE COMITÉ A FORMULÉ UNE PROPOSITION OU UN AVIS À L'OFFICE; D. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ ET PRÉSENCE DE SES MEMBRES À CELLES-CI.	40
P.37	AU SUJET DU COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE PRÉVU PAR LES ARTICLES 165.11 À 165.14 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, AU 31 MARS 2024, FOURNIR : A. LA COMPOSITION DU COMITÉ; B. LA DATE DE NOMINATION DE CHAQUE MEMBRE ET LA DURÉE DE SON MANDAT; C. LISTE DES SUJETS SUR LESQUELS LE COMITÉ A FORMULÉ UNE PROPOSITION OU UN AVIS À L'OFFICE; D. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ ET PRÉSENCE DE SES MEMBRES À CELLES-CI.	41
P.38	NOMBRE D'ORDONNANCES PRISES PAR L'OFFICE EN 2023-2024 EN VERTU DE L'ARTICLE 177 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET NATURE DES MANQUEMENTS CONSTATÉS.	42
P.39	NOMBRE D'INJONCTIONS DEMANDÉES PAR L'OFFICE À LA COUR SUPÉRIEURE RELATIVEMENT À L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN VERTU DE L'ARTICLE 183 DE CELLE-CI.	43
P.40	MONTANT TOTAL DES SANCTIONS, PÉNALITÉS ET AMENDES POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN 2023-2024, ET VENTILATION DE CELLES-CI PAR TYPE D'INFRACTIONS.	44
P.41	FOURNIR LA COMPOSITION DU JURY, LE NOMBRE DE CANDIDATURES REÇUES ET LE NOM DU OU DES LAURÉATS POUR LES PRIX SUIVANTS, EN 2023-2024 : A. PRIX CAMILLE-LAURIN; B. MÉRITES FRANCOPIB; C. MÉRITES DU FRANÇAIS.	45
P.42	AU SUJET DES SEPT MEMBRES DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE, FOURNIR : A. LES NOMS; B. LES FONCTIONS; C. LES DATES DE NOMINATION ET DE FIN DU MANDAT; D. LES SALAIRES, LE CAS ÉCHÉANT; E. LE NOMBRE DE RÉUNIONS DE LA COMMISSION AUXQUELS LE MEMBRE ÉTAIT PRÉSENT EN 2023-2024.	46
P.43	NOMBRE D'AVIS FORMULÉS PAR LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT EN 2023-2024 ET LA NATURE DE CEUX-CI.	47

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2024.

P.1 LISTE ET COPIE DES CONTRATS OCTROYÉS POUR L'ACHAT OU LE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS. MODE D'OCTROI DES CONTRATS (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ). CRÉDITS ALLOUÉS EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

UN SEUL CONTRAT POUR L'UTILISATION DE LOGICIEL DECIMAL AU MONTANT DE 96 000 \$ A ÉTÉ OCTROYÉ DE GRÉ À GRÉ POUR 3 ANS.

CE CONTRAT S'INSCRIT DANS L'ENTENTE GLOBALE DE SERVICES ENTRE LE MESS ET LE MLF. LE MESS UTILISE LA SOLUTION DECIMAL POUR LEURS SUIVIS FINANCIERS. CE CONTRAT PERMET L'INTÉGRATION DU MLF À LA SOLUTION ET L'OPTIMISATION DES SERVICES OFFERTS AU MLF DE LA PART DU MESS.

P.2 VENTILATION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS, DE LA MASSE SALARIALE ET DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT ET VENTILER SELON LE POSTE OCCUPÉ.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES SONT INSCRITS DANS LES LIVRES DES CRÉDITS 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

LA RÉPONSE SUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LA MASSE SALARIALE SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.3 **POUR CHAQUE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE (FONCTIONNEMENT, PROJETS, IMMOBILISATIONS), INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET LES MONTANTS TOTAUX OCTROYÉS EN 2023-2024.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES	NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES	MONTANT OCTROYÉ EN 2023-2024
PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE (PPVLF)	34	N.D.	N.D.
PROGRAMME EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT! (PEFN)	21	N.D.	N.D.
PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS – LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)	9	8	376 500 \$
TOTAL	64	8	376 500 \$

UN PROJET REÇU AU PAPLF EST EN APPROBATION.

LE PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LE PROGRAMME *EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT!* ONT FAIT L’OBJET D’APPELS DE PROJETS EN NOVEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES AIDES FINANCIÈRES POUR CES PROGRAMMES SONT EN PROCESSUS D’APPROBATION.

P.4 POUR CHAQUE DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE CONCERNANT LA LANGUE FRANÇAISE ACCEPTÉE EN 2023-2024 :

- A. NOM DU DEMANDEUR OU DU PROJET;
- B. SECTEUR D’INTERVENTION;
- C. OBJECTIFS VISÉS PAR LA DEMANDE D’AIDE;
- D. AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ENTENTES DE PARTENARIAT SPÉCIFIQUES			
BÉNÉFICIAIRE	SECTEUR D’INTERVENTION	OBJECTIFS VISÉS	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
SISMYK DIFFUSION	CULTUREL	- PROMOUVOIR ET VALORISER L’HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE À TRAVERS DES TEXTES ET DES CHANSONS, AU QUÉBEC ET À L’INTERNATIONAL - POSITIONNER LE QUÉBEC COMME UN LEADER DE LA CULTURE FRANCOPHONE ET DE LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LA FRANCOPHONIE - VALORISER LA CULTURE QUÉBÉCOISE ET FRANCOPHONE AUPRÈS D’UN LARGE PUBLIC EN LUI FAISANT DÉCOUVRIR SA RICHESSE ET SA DIVERSITÉ - RÉALISER UN ÉVÉNEMENT CRÉATIF ET RASSEMBLEUR QUI VALORISE LA RICHESSE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FAIT RAYONNER	100 000 \$

PROGRAMME D’ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)			
BÉNÉFICIAIRE	SECTEUR D’INTERVENTION	OBJECTIFS VISÉS	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
FESTIVAL DE LA CHANSON DE GRANBY	CULTUREL	- PROMOUVOIR ET VALORISER LA CRÉATION EN FRANÇAIS - METTRE EN VALEUR LES ARTISTES QUI CHOISISSENT DE CRÉER EN FRANÇAIS ET CONTRIBUER À LEUR ESSOR - ENCOURAGER LA CRÉATION DE CHANSONS EN FRANÇAIS - SENSIBILISER LA CLIENTÈLE À UNE PERCEPTION POSITIVE DE L’USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE	49 500 \$
FONDATION DU CÉGEP LIMOILOU	ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	- DONNER LE GOÛT DE LA LECTURE ET DE L’ÉCRITURE - DÉMONTRER LA BEAUTÉ DU FRANÇAIS EN SUSCITANT LA FIERTÉ DES PARTICIPANTS - FAIRE PRENDRE CONSCIENCE AUX ÉTUDIANTS DE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE PARLER ET L’ÉCRIT - SENSIBILISER LES ÉTUDIANTS À L’IMPORTANCE DE PRÉSERVER LA LANGUE FRANÇAISE	30 000 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS - RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS - RANIMER LA FIERTÉ IDENTITAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE - VALORISER L’IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- VALORISER LE FRANÇAIS AUPRÈS DES QUÉBÉCOIS(ES) ET FAIRE RESSORTIR LA FIERTÉ DE LE PARLER - VALORISER LES EFFORTS PERSONNELS DES QUÉBÉCOIS(ES) DE TOUTES LES ORIGINES DANS LEUR INTÉGRATION PAR LA CONNAISSANCE ET LE PARTAGE DE LA LANGUE COMMUNE À LA DIVERSITÉ, LE FRANÇAIS - PROMOUVOIR LA LANGUE FRANÇAISE AUPRÈS DES FRANCOPHONES, ANGLOPHONES ET ALLOPHONES AVEC DES ACTIVITÉS EXCLUSIVEMENT EN FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- SUSCITER CHEZ LES QUÉBÉCOIS(ES) UN SENTIMENT D’APPARTENANCE À LA FRANCOPHONIE, C’EST-À-DIRE À LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL, ET SA CULTURE - SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS - RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET	49 500 \$

		LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE	
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	• SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) ANGLOPHONES À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS • SENSIBILISER LES FRANCOPHONES À LA NÉCESSITÉ DE PARLER FRANÇAIS • RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE.	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	• PROMOUVOIR LA CULTURE ET L'IDENTITÉ LINGUISTIQUE DU QUÉBEC PAR LES ACTIONS DE JACQUES PARIZEAU • PROMOUVOIR ET VALORISER L'USAGE DU FRANÇAIS COMME LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES AU QUÉBEC ET L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE • SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS • RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE.	49 500 \$
INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC (ICQ)	CULTUREL	• CONTRIBUER À LA DÉMOCRATISATION DES USAGES LITTÉRAIRES DE LA LANGUE FRANÇAISE • OFFRIR UNE ACTIVITÉ ACCESSIBLE À UN PUBLIC PARFOIS ÉLOIGNÉ DE LA LITTÉRATURE • ASSOCIER LES HABITANT(E)S DE QUÉBEC AU PARTAGE ET À LA MISE EN VALEUR DU FRANÇAIS ET DE LA LITTÉRATURE • METTRE EN VALEUR DES ÉCRIVAIN(E)S QUÉBÉCOIS(ES) D'EXPRESSION FRANÇAISE • FAVORISER LA VITALITÉ ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE VIS-À-VIS DE LA DÉSIGNATION DE QUÉBEC, VILLE DE LITTÉRATURE UNESCO.	49 500 \$

LE PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LE PROGRAMME *EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT!* ONT FAIT L'OBJET D'APPELS DE PROJETS EN NOVEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES AIDES FINANCIÈRES POUR CES PROGRAMMES SONT EN PROCESSUS D'APPROBATION.

P.5 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS MIXTES, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN **2023-2024**. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT AINSI QUE PAR ORGANISME ET INDICHER, POUR CHACUN :

- A. LE(S) MANDAT(S) ;
- B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES) ;
- C. LES RENCONTRES TENUES EN **2023-2024** ;
- D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN **2023-2024** ;
- E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN **2024-2025** AVEC L’OBJET ET L’ÉCHÉANCIER ; LES AVIS, MÉMOIRES ET DOCUMENTS DÉPOSÉS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUN COMITÉ AYANT UN BUDGET.

P.6 TOUTE CORRESPONDANCE DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE À L'ATTENTION D'UN AUTRE MINISTRE DU GOUVERNEMENT CONCERNANT L'APPLICATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.7 LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS EMPLOYEURS AFIN DE MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE TOUCHANT LA LANGUE DE TRAVAIL AINSI QUE LES RECOURS POUR ASSURER LE RESPECT DE CES DISPOSITIONS, LEURS COÛTS, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.8 LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES ENTREPRISES DONT LA MARQUE DE COMMERCE NE COMPORTE AUCUNE INSCRIPTION EN FRANÇAIS POUR LEUR DEMANDER DE SE CONFORMER À LA LOI EN 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.9 **LISTE DES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME) CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME. INDiquer LE LIEU, LE CoûT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

TITRE DE LA FORMATION	LIEU	Coût (\$)	NOMBRE DE PARTICIPANTS	ACTIVITÉ RÉALISÉ PAR :
FORMATION REDDITION DE COMPTES - AMP	EN LIGNE	0	1	MARCHÉS PUBLICS
CONFÉRENCE - L'HONORABLE GINETTE PETITPAS TAYLOR, MINISTRE DES LANGUES OFFICIELLES, ET JEAN-FRANÇOIS ROBERGE, MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	HÔTEL FAIRMONT LE REINE ELIZABETH, 900, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL, H3B 4A5	160	1	CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL
CONGRÈS ACFAS	425 RUE DE LA GAUCHETIÈRE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L 2M7	245	1	ACFAS
COLLOQUE 679 - RÉGIMES LINGUISTIQUES DANS L'ESPACE FRANCOPHONE (90E CONGRÈS DE L'ACFAS)	EN LIGNE	222.49	1	ACFAS
CONGRÈS DE L'ACFAS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL 3 200, RUE JEAN-BRILLANT, MONTRÉAL	0	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CONGRÈS DE L'ACFAS : L'INTÉGRATION LANGAGIÈRE EN FRANÇAIS DES PERSONNES IMMIGRANTES ADULTES À L'AUNE DES DOCUMENTS PÉDAGOGIQUES OFFICIELS : PERSPECTIVES ET DÉFIS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - ÉDIFICE CLAIRE McNICOLL LOCAL Z-300	210.00	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
FORMATION SCS 1 - ENCADREMENT DE LA QUALITÉ - AMP, : L'ÉTHIQUE ET LES PRINCIPES LCOP, LES MODES D'ADJUDICATION / ANNEXE 1 ET 2 ET LA DIRECTIVE DE GESTION CONTRACTUELLE	EN LIGNE	0	1	MARCHÉ PUBLICS
COMPTABILISATION DES SERVICES INFONUAGIQUES ET DES AUTRES COÛTS EN DÉCOULANT	EN LIGNE	0	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES
FORMATION SCS 2 - AOP AVEC QUALITÉ	EN LIGNE	0	1	SCT
LE DÉFI DE L'AVOCAT FACE AUX PERSONNALITÉS DIFFICILES	WEBINAIRE	0	1	BARREAU DU QUÉBEC
DROIT, LANGUE, PROFESSIONS, COMMERCE ET AFFAIRES À L'HEURE DE LA LOI 96	EN LIGNE	400	4	SOQUIJ
COLLOQUE FORUM DES JEUNES - VIRTUEL	VIRTUEL	175	1	FORUM DES JEUNES
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	EN LIGNE	300	1	CÉGEP MARIE-VICTORIN
RÉDACTION DE PROCÉDURES EFFICACES	ZOOM	454.15	1	ACCENT FORMATION
DROIT, LANGUE, PROFESSIONS, COMMERCE ET AFFAIRES À L'HEURE DE LA LOI 96	EN LIGNE	400	1	SOQUIJ
LA JOURNÉE DU BARREAU DU QUÉBEC	445, BOUL. SAINT-LAURENT, 3E ÉTAGE MONTRÉAL, QC H2Y 3T8	506.40	3	BARREAU DU QUÉBEC
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	EN LIGNE	0	1	RETRAITE QUÉBEC
JOURNÉE DE FORMATION MINISTÉRIELLE	HILTON QUÉBEC 1100 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE E QUÉBEC		88	MINISTÈRE
LA JOURNÉE DU BARREAU DU QUÉBEC	WEBINAIRE (VIDÉOS EN LIGNE)	229.96	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN-

				DIVISION DU QUÉBEC
FORMATION PORTAIL LIBRE-SERVICE	EN LIGNE	0	1	MCN
CONDUITES DES AFFAIRES AUTOCHTONES AU QUÉBEC	TEAMS	0	2	SECRÉTARIAT AUX RELATIONS AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUIT
ACTI-COM - ÉCRITURE STRATÉGIQUE	EN LIGNE	2400	17	ACTI-COM
ACTI-COM - ÉCRITURE STRATÉGIQUE	EN LIGNE	2400	17	ACTI-COM
FORMATION LAC	EN LIGNE	0	1	CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTALE
CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC	1609.64	2	FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS
MICROSOFT OFFICE 2016	FORMATION CONTINUE DU CÉGEP DE CHICOUTIMI, 534, RUE JACQUES-CARTIER EST, CHICOUTIMI	574.82	1	CÉGEP DE CHICOUTIMI
JOURNÉE MINISTÉRIELLE DU 3 OCTOBRE 2023	LE MONASTÈRE DES AUGUSTINES	0	70	MINISTÉRIELLE
SÉANCE D'INFORMATION – UPAC	VIRTUEL	0	1	MARCHÉS PUBLICS
COLLOQUE ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES (OPALE) LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE : ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT	20, RUE PORT-DAUPHIN, QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 5L7	334.00	1	OQLF
COLLOQUE OPALE 2023 - LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE: ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT	SALLE DES PROMOTIONS DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC, 20, RUE PORT-DAUPHIN, QUÉBEC	0	3	ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES
COLLOQUE OPALE 2023 - LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE: ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT	SALLE DES PROMOTIONS DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC, 20, RUE PORT-DAUPHIN, QUÉBEC	472.72	1	ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES
LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE : ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT	EN LIGNE	0	6	OPALE
LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE : ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT	PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC	0	3	OPALE
IDENTIFICATION DES BÉNÉFICES DES PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	VIRTUEL	0	1	ENAP
12E CONGRÈS QUÉBÉCOIS DE DROIT CONSTITUTIONNEL	FACULTÉ DE DROIT - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - FACULTY OF LAW, 3101 CHEMIN DE LA TOUR, MONTRÉAL	215.66	3	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT CONSTITUTIONNEL
LES CLAUSES DE SOUVERAINETÉ PARLEMENTAIRE ET LA DÉFINITION DES DROITS FONDAMENTAUX	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. 3101 CHEMIN DE LA TOUR	107.83	1	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT CONSTITUTIONNEL
WEBINAIRE SUR LES RÈGLES DE GOUVERNANCE	TEAMS	0	1	SRIDAIL
FORMATION - TRAVAIL EN AFFAIRES AUTOCHTONES	TEAMS	0	2	SECRÉTARIAT AUX RELATIONS AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUIT
FRANCOPHONIE SCIENTIFIQUE ET FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE : QUELS LIENS ?	EN LIGNE	45.00	1	CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

FORMATION – LIBRE-SERVICE (LSA)	TEAMS	0	1	MESS
FORMATION SAGIR - LSA DU MESS	EN LIGNE	0	1	MESS
FORMATION LIBRE-SERVICE ACQUISITION LSA	EN LIGNE	0	1	MESS
FORMATION LIBRE-SERVICE ACQUISITION LSA	TEAMS	0	1	MESS
FORMATION PORTAIL LIBRE-SERVICE	TEAMS	0	1	GOUVERNEMENT DE QUÉBEC
FORMATION LSA	TEAMS		1	GOUVERNEMENT DE QUÉBEC
INTRODUCTION À L'ADS	TEAMS	0	1	SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2023-2028	VIRTUEL	0	1	SCT
LANCEMENT DE LA STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2023-2028	TEAMS	0	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ATELIER DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE CONJUGALE EST PRESQUE LÀ	TEAMS	0	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ACTI-COM - ÉCRITURE STRATÉGIQUE	EN LIGNE	2400	13	ACTI-COM
ACTI-COM - ÉCRITURE STRATÉGIQUE	EN LIGNE	2400	13	ACTI-COM
APSSAP	5100, BOUL. DES GRADINS, QUÉBEC	0	1	APSSAP
ACTIVITÉ DE DÉVELOPPEMENT EN SANTÉ ET SÉCURITÉ - THÉMATIQUE « ORGANISER LA PRÉVENTION DANS SON MILIEU DE TRAVAIL »	5100, BOUL. DES GRADINS, QUÉBEC	0	1	APSSAP
SÉANCE D'INFORMATION – LOBBYISME QUÉBEC	VIRTUEL	0	1	SCT
PARCOURS DES GESTIONNAIRES-LEADERS, NIVEAU INITIATION	TEAMS	3425	1	ENAP
FORMATION SECOURISTES - AMBULANCE ST-JEAN (MONTRÉAL)		256.00	2	AMBULANCE ST-JEAN
APSSAP	1220, BOUL. LEBOURGNEUF, QUÉBEC	178.22	1	APSSAP
FORUM / CONFÉRENCE LANGUE(S), ÉDUCATION ET PLURALISME : QUELQUES RÉFLEXIONS	EN LIGNE	0	1	
PROGRAMME NORMÉ	EN LIGNE	0	3	SCT
LA RÉDACTION ÉPICÈNE : POUR DES ÉCRITS INCLUSIFS	EN LIGNE	0	1	OQLF
LA RÉDACTION ÉPICÈNE : POUR DES ÉCRITS INCLUSIFS	EN LIGNE	0	1	OQLF
FORMATION SECOURISME - AMBULANCE ST-JEAN – (QUÉBEC)	670 RUE BOUVIER, QUÉBEC, QC G2J 1A7	384.00	4	AMBULANCE ST-JEAN
INITIATION DES NOUVEAUX MEMBRES DU COMITÉ DE SANTÉ ET SÉCURITÉ		0	1	APSSAP
PROGRAMME COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT - À DISTANCE (PCFE)	EN LIGNE	2745	1	ENAP
CONFÉRENCE ÉVÉNEMENT PUBLIC NUMÉRIQC!: 6 CONSEILS POUR PRÉSENTER LES DONNÉES EFFICACEMENT, LA COLLABORATION INTERGOUVERNEMENTALE	EN LIGNE	0	1	MCN

ÉVÉNEMENT PUBLIC NUMÉRIQc 2024 SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE, SESSION SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EN LIGNE	0	1	MCN
ÉVÉNEMENT PUBLIC NUMÉRIQc 2024 SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE	EN LIGNE	0	1	MCN
ÉVÉNEMENT PUBLIC NUMÉRIQc 2024 SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE	EN LIGNE	0	1	MCN
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL	VIRTUEL	2800	1	ENAP
RENCONTRE RESPONSABLES D'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES RARC	TEAMS	0	1	SCT
FORUM RARC	VRITUEL	0	1	SCT

P.10 AU SUJET DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE, DU PRIX RAYMOND-CHARRETTE, DU PRIX JULES-FOURNIER ET DU PRIX DU 3-JUILLET-1608, FOURNIR :

- A. LA COMPOSITION DU JURY ET LE NOM DES MEMBRES DU JURY;**
- B. LE NOMBRE DE CANDIDATURES REÇUES;**
- C. LE NOM DES LAURÉATS.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

A. COMPOSITION DU JURY

EN 2023, LA COMPOSITION DU JURY DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET DU PRIX DU 3-JUILLET-1608 ÉTAIT LA SUIVANTE :

- LA SOUS-MINISTRE ADJOINTE AUX POLITIQUES, PARTENARIATS ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE, QUI A AGI À TITRE DE PRÉSIDENTE, SANS DROIT DE VOTE ;
- UN REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE ;
- UN REPRÉSENTANT DU SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES ;
 - UN REPRÉSENTANT D'UNE ASSOCIATION QUÉBÉCOISE, CANADIENNE OU INTERNATIONALE DU MILIEU DES AFFAIRES;
- UN REPRÉSENTANT D'UNE ASSOCIATION FRANCOPHONE CANADIENNE OU INTERNATIONALE;
- UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE DE QUÉBEC ;
- DEUX MEMBRES DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE (ANCIENS RÉCIPENDAIRES).

EN CE QUI CONCERNE LES PRIX RAYMOND-CHARETTE ET JULES-FOURNIER, LE JURY ÉTAIT COMPOSÉ DES PERSONNES SUIVANTES :

- LA SOUS-MINISTRE ADJOINTE AUX POLITIQUES, PARTENARIATS ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE, QUI A AGI À TITRE DE PRÉSIDENTE, SANS DROIT DE VOTE ;
- DEUX JOURNALISTES ET ANCIENNES LAURÉATES ;
- TROIS JOURNALISTES RETRAITÉS.

B. NOMBRE DE CANDIDATURES REÇUES

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

C. NOM DES LAURÉATS

LES RÉCIPENDAIRES DE L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUES SONT :

- POUR LE QUÉBEC : M. PAUL-ANDRÉ JULIEN ET M. MICHEL ROBITAILLE
- POUR L'ACADIE : M. RAOUL BOUDREAU
- POUR L'ONTARIO : M. BERNARD LEDUC
- POUR L'OUEST CANADIEN : MME DIANE CÔTÉ
- POUR LES AMÉRIQUES : MME EVELYNE BORNIER
- POUR LES AUTRES CONTINENTS : M. CLAUDE HAUSER

L'ORGANISATION LAURÉATE DU PRIX DU 3-JUILLET-1608 EST LA SOCIÉTÉ DE L'ACADIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

POUR LES PRIX DÉCERNÉS AUX JOURNALISTES, LES LAURÉATS SONT :

- MADAME CATHERINE MERCIER, POUR LE PRIX RAYMOND-CHARRETTE;
- MONSIEUR ALEXANDRE GASCON, POUR LE PRIX JULES-FOURNIER.

P.11 AU SUJET DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE, FOURNIR :

- A. LE BUDGET MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION;**
- B. LE NOMBRE D’ETC MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION;**
- C. LE NOMBRE DE RENCONTRE DU GROUPE D’ACTION EN 2023-2024;**
- D. L’ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX DU GROUPE D’ACTION.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- A. IL N’Y A PAS DE BUDGET SPÉCIFIQUE MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE.
- B. LE PERSONNEL DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE SOUTIENT LES TRAVAUX DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE.
- C. LE NOMBRE DE RENCONTRE DU GROUPE D’ACTION EN 2023-2024 : 4
- D. AUCUNE DATE N’EST CONFIRMÉE

P.12 NOMBRE DE FOIS, EN 2023-2024, QUE LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ CONSULTÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VERTU DES 12 ET 13 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

POUR LA PÉRIODE DU 31 MARS 2023 AU 31 JANVIER 2024, 14 CONCOURS ONT ÉTÉ AFFICHÉS AVEC EXIGENCE DE LA MAÎTRISE DE LA LANGUE ANGLAISE. LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ CONSULTÉ POUR CHACUN DE CES 14 CONCOURS.

P.13 QUELS SONT LES OBJECTIFS D’EXEMPLARITÉ EN MATIÈRE D’UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LES INDICATEURS PERMETTANT D’EN MESURER L’ATTEINTE DONT S’EST DOTÉ LE MINISTÈRE EN VERTU DE L’ARTICLE 13.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE?

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES OBJECTIFS D’EXEMPLARITÉ EN MATIÈRE D’UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LES INDICATEURS PERMETTANT D’EN MESURER L’ATTEINTE SONT :

Orientation	Objectifs	Indicateurs
Promotion	Accroître l’utilisation des outils encourageant, soutenant et favorisant un français de qualité au sein de l’Administration.	Nombre d’activités de promotion (capsules, infolettres internes, affiches, section intranet, etc.) mises en place par un ministère ou un organisme.
Rayonnement	Valoriser la langue française.	Nombre d’activités internes et externes dans lesquelles un ministère ou un organisme de l’Administration impliqué pose une action concrète pour mettre en valeur la langue française.
Utilisation	Se doter d’outils de suivi de l’utilisation des codes de langue.	Pourcentage moyen de dossiers de citoyens au sein d’un ministère ou d’un organisme de l’Administration auxquels est associé un code de langue autre que le français.
	Rehausser la connaissance de l’Administration relativement à ses obligations en matière d’exemplarité.	Proportion des employés ayant reçu de l’information concernant la directive de l’organisation afin d’assurer une utilisation exemplaire du français conformément aux dispositions de la <i>Charte de la langue française</i> .
Protection	Se doter d’outils de suivi des situations, cas, circonstances ou fins prévus dans la directive particulière d’un ministère ou d’un organisme pour lesquels il entend utiliser une autre langue que le français.	Nombre de situations, cas, circonstances ou fins prévus dans la directive particulière d’un ministère ou d’un organisme pour lesquels il entend utiliser une autre langue que le français.

- CES INDICATEURS S’ARTICULENT AUTOUR DE QUATRE THÉMATIQUES CLÉS, SOIENT LA PROMOTION, LE RAYONNEMENT, L’UTILISATION ET LA PROTECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU SEIN DE L’ADMINISTRATION.
- LES COMITÉS MULTILATÉRAUX POUR L’EXEMPLARITÉ DE L’ÉTAT ET LE COMITÉ CONSULTATIF MUNICIPAL ONT COLLABORÉ AVEC LE MINISTÈRE AFIN DE DÉTERMINER CES OBJECTIFS ET INDICATEURS.
- CES OBJECTIFS ET INDICATEURS FERONT L’OBJET D’UNE REDDITION DE COMPTES DANS LE CADRE DU PREMIER RAPPORT ANNUEL SUR L’APPLICATION DE LA *CHART*E QUI SERA DÉPOSÉ À L’ASSEMBLÉE NATIONALE À L’AUTOMNE 2024.

P.14 LISTE DES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE N'AYANT PAS PUBLIÉ, DANS LES TROIS MOIS SUIVANT LA FIN DE LEUR EXERCICE, LE NOMBRE DE POSTES AU SEIN DE LEUR ORGANISATION POUR LESQUELS ILS EXIGENT, AFIN D'Y ACCÉDER NOTAMMENT PAR RECRUTEMENT, EMBAUCHE, MUTATION OU PROMOTION OU D'Y RESTER, LA CONNAISSANCE OU UN NIVEAU DE CONNAISSANCE SPÉCIFIQUE D'UNE LANGUE AUTRE QUE LA LANGUE OFFICIELLE AINSI QUE CEUX POUR LESQUELS UNE TELLE CONNAISSANCE OU UN TEL NIVEAU DE CONNAISSANCE EST SOUHAITABLE, TEL QUE PRÉVU À L'ARTICLE 20.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE NOMBRE DE POSTES AU SEIN DES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION POUR LESQUELS LA CONNAISSANCE OU UN NIVEAU DE CONNAISSANCE SPÉCIFIQUE D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE EST EXIGÉ AINSI QUE CEUX POUR LESQUELS UNE TELLE CONNAISSANCE OU UN TEL NIVEAU DE CONNAISSANCE EST SOUHAITABLE, COMME PRÉVU À L'ARTICLE 20.1 DE LA *CHARTÉ*, FERA L'OBJET D'UNE REDDITION DE COMPTES DANS LE CADRE DU RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* DANS LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AUTRES QUE LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES (ART. 156.4 DE LA *CHARTÉ*). LE PREMIER RAPPORT SERA DÉPOSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE PAR LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE À L'AUTOMNE 2024.

P.15 PRÉVISIONS DU NOMBRE DE PERSONNES QUI POURRAIENT SE PRÉVALOIR DE LA RÉDUCTION DES DROITS DE SCOLARITÉ PRÉVUE PAR L'ARTICLE 29.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'ARTICLE 29.6 DE LA CHARTE EST UNE MESURE QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MES).

P.16 **LISTE DES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AYANT PRIS UNE DIRECTIVE EN VERTU DE L'ARTICLE 29.15 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. INDIQUER L'ANNÉE D'ENTRÉE EN VIGUEUR OU DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

JUSQU'À CE QUE LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AIENT PRIS LEUR DIRECTIVE EN VERTU DE L'ARTICLE 29.15 DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE*, AU PLUS TARD LE 1^{ER} JUIN 2024, ILS APPLIQUENT SELON LE CAS L'UNE DES DEUX DIRECTIVES PRISES PAR LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

CELLES-CI SE TROUVENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE :

[DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR L'ADMINISTRATION \(QUEBEC.CA\)](#)

[DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR UN ORGANISME MUNICIPAL RECONNU EN VERTU DE L'ARTICLE 29.1 DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE \(QUEBEC.CA\)](#)

P.17 NOMBRE DE PERMIS RESTRICTIFS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 40 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.18 AU SUJET DES ARTICLES 88.1 À 88.8 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE :

- A. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT N'AYANT PAS ADOPTÉ UNE POLITIQUE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 88.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
 - B. NOMBRE D'AVIS ÉMIS PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 88.4 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
 - C. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT N'AYANT PAS TRANSMIS AU MINISTRE LE RAPPORT PRÉVU EN VERTU DE L'ARTICLE 88.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
 - D. LISTE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT AYANT EFFECTUÉ LA MISE À JOUR DE LEUR POLITIQUE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 88.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.**
-

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- A. LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR VISÉS PAR L'ARTICLE 88.1 DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* AVAIENT JUSQU'AU 1^{ER} JUIN 2023 POUR RÉVISER LEUR POLITIQUE LINGUISTIQUE. EN DATE DU **31 JANVIER 2024**, 87 ÉTABLISSEMENTS SUR 90 AVAIENT TRANSMIS UNE VERSION RÉVISÉE DE LEUR POLITIQUE LINGUISTIQUE. LES TROIS (3) POLITIQUES MANQUANTES À CETTE DATE ÉTAIENT CELLES DU CÉGEP LIONEL-GROULX, DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC ET DU COLLÈGE MACDONALD.

- B. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, AUCUN AVIS N'AVAIT ÉTÉ ÉMIS PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 88.4 DE LA CHARTE.

- C. L'ARTICLE 88.6 DE LA CHARTE PRÉVOIT QUE LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DOIVENT TRANSMETTRE AU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE UN RAPPORT D'APPLICATION DE SA POLITIQUE TOUS LES TROIS ANS; LE PREMIER RAPPORT EST PAR CONSÉQUENT ATTENDU EN JUIN 2026.

- D. L'ARTICLE 88.7 DE LA CHARTE PRÉVOIT QUE LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DOIVENT RÉVISER LEUR POLITIQUE LINGUISTIQUE AU MOINS TOUS LES 10 ANS; LA PROCHAÎNE RÉVISION SERA PAR CONSÉQUENT EXIGÉE EN JUIN 2033.

P.19 LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DISPOSANT D'UN COMITÉ LINGUISTIQUE EN VERTU DE L'ARTICLE 116 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.20 NOMBRE D’INSPECTIONS ET D’ENQUÊTES REQUISES PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L’ARTICLE 156.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUNE INSPECTION OU ENQUÊTE N’A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTRE EN VERTU DE L’ARTICLE 156.7 DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* DURANT L’ANNÉE ÉCOULÉE.

P.21 AU SUJET DES HUIT MEMBRES DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, FOURNIR :

- A. LES NOMS;**
- B. LES FONCTIONS;**
- C. LES DATES DE NOMINATION ET DE FIN DU MANDAT;**
- D. LES SALAIRES, LE CAS ÉCHÉANT;**
- E. LE NOMBRE DE RÉUNIONS DE L'OFFICE AUXQUELS LE MEMBRE ÉTAIT PRÉSENT EN 2023-2024.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.22 CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, VENTILATION, PAR MOIS, DU NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF) EN 2023-2024 ET LA NATURE DE CEUX-CI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.23 NOMBRE ET NATURE DES PLAINTES ET DES DEMANDES DÉPOSÉES À LA DIRECTION DU TRAITEMENT DES PLAINTES DE L'OQLF EN 2023-2024. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR UN PROFESSIONNEL ET NOMBRE DE MEMBRES DU PERSONNEL AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.24 TABLEAU SUR LES DOSSIERS FERMÉS SELON LES MOTIFS DE FERMETURE, EN POURCENTAGE, EN 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.25 AU SUJET DES ENTREPRISES INSCRITES AUPRÈS DE L’OQLF AU 31 MARS 2024 :

- A. NOMBRE D’ENTREPRISES INSCRITES;**
- B. NOMBRE D’ENTREPRISES QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION;**
- C. NOMBRE D’ENTREPRISES À CHARTE FÉDÉRALE INSCRITES;**
- D. NOMBRE D’ENTREPRISES À CHARTE FÉDÉRALE QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION.**

VENTILATION DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE (0 À 25 EMPLOYÉS, 26 À 49 EMPLOYÉS, 50 À 99 EMPLOYÉS, 100 EMPLOYÉS ET PLUS).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.26 AU SUJET DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR OU POUR L'OQLF EN 2023-2024 :

- A. LISTE ET COPIE DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS;**
- B. COPIE DE LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE POUR 2024-2025;**
- C. NOMBRE D'ETC DÉDIÉS À LA RÉALISATION DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS;**
- D. COÛT UNITAIRE DE LA RÉALISATION DES DIFFÉRENTES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS;**
- E. DURÉE MOYENNE D'ÉLABORATION ET DE RÉALISATION DES DIFFÉRENTES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.27 LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, PAR DIRECTION, AU SEIN DE L'OQLF. VENTILER PAR CORPS D'EMPLOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.28 NOMBRE D’INSPECTEURS ET NOMBRE D’INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR CHACUN EN 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT
COSETTE MÉDIAS	PLACEMENT MÉDIAS POUR LA CAMPAGNE DÉFENSE ET VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	450 341,98 \$
CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTAL (CARTIER COMMUNICATIONS)	PUBLICITÉ TRADITIONNELLE CAMPAGNE DÉFENSE ET VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	223 741,51 \$

P.31 AU SUJET DES PROGRAMMES DE CONFORMITÉ EN VERTU DE LA SECTION II DU CHAPITRE IV DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN 2023-2024 :

- A. NOMBRE D'ANALYSES RÉALISÉES PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 128.7 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- B. NOMBRE D'ATTESTATION DE CONFORMITÉ DÉLIVRÉES;**
- C. NOMBRE DE PROGRAMMES DE CONFORMITÉ EN VIGUEUR;**
- D. NOMBRE D'ORGANISMES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS DANS LES TROIS MOIS LEUR PROGRAMME TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 131 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ;**
- E. NOMBRE DE PROGRAMMES DE CONFORMITÉ ÉLABORÉS PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 133 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- F. NOMBRE D'ORGANISMES EN DÉFAUT D'AVOIR TRANSMIS TOUS LES 12 MOIS LE RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DE LEUR PROGRAMME DE CONFORMITÉ TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 134.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- G. NOMBRE DE DEMANDES DE PROLONGATION REÇUES EN VERTU DE L'ARTICLE 134.3 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- H. NOMBRE DE RAPPORTS REÇUS EN VERTU DE L'ARTICLE 134.5 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN PRÉCISANT S'IL S'AGIT D'UN RAPPORT REQUIS AUX 5 ANS OU S'IL S'AGIT D'UN RAPPORT DEMANDÉ PAR L'OFFICE;**
- I. NOMBRE D'ATTESTATIONS DE CONFORMITÉ SUSPENDUES EN VERTU DE L'ARTICLE 134.6 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.32 AU SUJET DE LA FRANCISATION DES ENTREPRISES EMPLOYANT 50 PERSONNES OU PLUS, EN 2023-2024 :

- A. NOMBRE D’ETC DÉDIÉS À LA FRANCISATION DES ENTREPRISES EMPLOYANT 50 PERSONNES OU PLUS;**
- B. NOMBRE D’ENTREPRISES EMPLOYANT 100 PERSONNES OU PLUS AYANT UN COMITÉ DE FRANCISATION;**
- C. NOMBRE D’ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 100 PERSONNES POUR LESQUELLES L’OFFICE A ORDONNÉ LA CRÉATION D’UN COMITÉ DE FRANCISATION;**
- D. NOMBRE DE COMITÉS DE FRANCISATION EN DÉFAUT D’AVOIR TENU UNE RÉUNION UNE FOIS TOUS LES SIX MOIS TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 138.3 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ;**
- E. NOMBRE D’ATTESTATION D’INSCRIPTIONS ÉMISES EN VERTU DE L’ARTICLE 139 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- F. NOMBRE D’ENTREPRISES EN DÉFAUT D’AVOIR TRANSMIS DANS LES 3 MOIS L’ANALYSE DE LEUR SITUATION LINGUISTIQUE REQUISE PAR L’ARTICLE 139 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- G. NOMBRE DE CERTIFICATS DE FRANCISATION ÉMIS;**
- H. NOMBRE DE PROGRAMMES DE FRANCISATION ADOPTÉS EN VERTU DE L’ARTICLE 140 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- I. NOMBRE D’ENTREPRISES EN DÉFAUT D’AVOIR TRANSMIS DANS LES 3 MOIS LEUR PROGRAMME DE FRANCISATION REQUIS PAR L’ARTICLE 140 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- J. NOMBRE D’ATTESTATIONS D’APPLICATION D’UN PROGRAMME DE FRANCISATION ÉMISES PAR L’OFFICE;**
- K. NOMBRE D’ENTREPRISES EN DÉFAUT DE REMETTRE UN RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME DE FRANCISATION TOUS LES DOUZE MOIS EN VERTU DE L’ARTICLE 143 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- L. LISTE DES ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES EN VERTU DE L’ARTICLE 144 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- M. NOMBRE DE PROLONGATIONS DE PROGRAMMES DE FRANCISATION ACCORDÉES OU REFUSÉES EN VERTU DE L’ARTICLE 144.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- N. NOMBRE D’ENTREPRISES EN DÉFAUT DE REMETTRE À L’OFFICE, TOUS LES TROIS ANS, UN RAPPORT SUR L’ÉVOLUTION DE L’UTILISATION DU FRANÇAIS EN SON SEIN TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 146 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- O. NOMBRE D’ENTREPRISES POUR LESQUELS L’OFFICE A ORDONNÉ L’ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE D’UN PLAN D’ACTION EN VERTU DE L’ARTICLE 146.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- P. NOMBRE D’ENTREPRISES EN DÉFAUT D’AVOIR FOURNI UN PLAN D’ACTION POUR APPROBATION PAR L’OFFICE DANS LES DEUX MOIS TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 146.2 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE;**
- Q. NOMBRE DE REFUS, DE SUSPENSIONS ET D’ANNULATIONS D’UNE ATTESTATION D’APPLICATION D’UN PROGRAMME DE FRANCISATION OU D’UN CERTIFICAT DE FRANCISATION EN VERTU DE L’ARTICLE 147 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.33 NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 PERSONNES POUR LESQUELLES L'OFFICE A EXIGÉ QU'ELLES PROCÈDENT À L'ANALYSE DE LEUR SITUATION LINGUISTIQUE, À L'ÉLABORATION ET À L'APPLICATION D'UN PROGRAMME DE FRANCISATION EN VERTU DE L'ARTICLE 151 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

FOURNIR AUSSI LE NOMBRE D'ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES EN VERTU DE CE MÊME ARTICLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.34 NOMBRE D'EXEMPTIONS ACCORDÉES PAR L'OFFICE EN VERTU DE L'ARTICLE 153 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.35 DATE PRÉVUE DE RÉALISATION DU RAPPORT CONCERNANT L'ÉVOLUTION DES PROGRAMMES DE FRANCISATION ET DE CONFORMITÉ REQUIS PAR L'ARTICLE 161.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. INDIQUER AUSSI LA DATE DE TRANSMISSION AU MINISTRE DU PLUS RÉCENT RAPPORT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.36 AU SUJET DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE PRÉVU PAR LES ARTICLES 165.11 À 165.14 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, AU 31 MARS 2024, FOURNIR :

- A. LA COMPOSITION DU COMITÉ;**
- B. LA DATE DE NOMINATION DE CHAQUE MEMBRE ET LA DURÉE DE SON MANDAT;**
- C. LISTE DES SUJETS SUR LESQUELS LE COMITÉ A FORMULÉ UNE PROPOSITION OU UN AVIS À L'OFFICE;**
- D. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ ET PRÉSENCE DE SES MEMBRES À CELLES-CI.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.37 AU SUJET DU COMITÉ D’OFFICIALISATION LINGUISTIQUE PRÉVU PAR LES ARTICLES 165.11 À 165.14 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, AU 31 MARS 2024, FOURNIR :

- A. LA COMPOSITION DU COMITÉ;**
- B. LA DATE DE NOMINATION DE CHAQUE MEMBRE ET LA DURÉE DE SON MANDAT;**
- C. LISTE DES SUJETS SUR LESQUELS LE COMITÉ A FORMULÉ UNE PROPOSITION OU UN AVIS À L’OFFICE;**
- D. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ ET PRÉSENCE DE SES MEMBRES À CELLES-CI.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.38 NOMBRE D'ORDONNANCES PRISES PAR L'OFFICE EN 2023-2024 EN VERTU DE L'ARTICLE 177 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET NATURE DES MANQUEMENTS CONSTATÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.39 NOMBRE D’INJONCTIONS DEMANDÉES PAR L’OFFICE À LA COUR SUPÉRIEURE RELATIVEMENT À L’APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN VERTU DE L’ARTICLE 183 DE CELLE-CI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.40 MONTANT TOTAL DES SANCTIONS, PÉNALITÉS ET AMENDES POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, EN 2023-2024, ET VENTILATION DE CELLES-CI PAR TYPE D'INFRACTIONS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.41 Fournir la composition du jury, le nombre de candidatures reçues et le nom du ou des lauréats pour les prix suivants, en 2023-2024 :

- A. Prix Camille-Laurin;**
- B. Mérites Francopub;**
- C. Mérites du Français.**

La réponse à cette question sera fournie par l'Office québécois de la langue française.

P.42 AU SUJET DES SEPT MEMBRES DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE, FOURNIR :

- A. LES NOMS;**
- B. LES FONCTIONS;**
- C. LES DATES DE NOMINATION ET DE FIN DU MANDAT;**
- D. LES SALAIRES, LE CAS ÉCHÉANT;**
- E. LE NOMBRE DE RÉUNIONS DE LA COMMISSION AUXQUELS LE MEMBRE ÉTAIT PRÉSENT EN 2023-2024.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.43 NOMBRE D’AVIS FORMULÉS PAR LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT EN 2023-2024 ET LA NATURE DE CEUX-CI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 - 2025

Ministère de la Langue française

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 2^E GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.1	LISTE DES ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉES PAR OU POUR L'OQLF DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.	1
P.2	LISTES DES SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR L'OQLF DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.	2
P.3	NOMBRE D'ENTREPRISES ASSUJETTIES À LA CHARTE OÙ DES SERVICES DE FRANCISATION DES PERSONNES EN MILIEU DE TRAVAIL ONT ÉTÉ OFFERTS, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES. DESCRIPTION DES FORMES QUE CE SERVICE PEUT PRENDRE ET COMMENT LES COÛTS SONT COUVERTS. NOMBRE DE PERSONNES REJOINTES PAR CES SERVICES; LORSQUE POSSIBLE, VENTILÉ PAR STATUT D'IMMIGRATION. LA LISTE DES ENTREPRISES CONCERNÉES.	3
P.4	LISTE DES ACTIONS DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.	4
P.5	LISTE DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE AUX ENTREPRISES SOUS JURIDICTION FÉDÉRALES.	6
P.6	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR LA FRANCISATION DES PERSONNES IMMIGRANTES.	7
P.7	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR LA LANGUE DE TRAVAIL AU QUÉBEC.	8
P.8	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR LES LANGUES AUTOCHTONES.	9
P.9	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR L'IMPLANTATION DE LA LOI 96.	10
P.10	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR LA SITUATION DU FRANÇAIS À MONTRÉAL.	11
P.11	MONTANTS OCTROYÉS AUX ORGANISMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FAISANT LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.	12
P.12	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE PORTANT SUR LE PROJET DE LOI C-13 DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.	13
P.13	LISTES DES RAPPORTS ET ÉTUDES FAITS DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE SUR LE BILINGUISME DES JUGES AU QUÉBEC.	14
P.14	QUEL EST LE POURCENTAGE DU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC?	15
P.15	LISTE DES RENCONTRES ET DES BUDGETS ALLOUÉS POUR LE GROUPE D'ACTION SUR LA LANGUE FRANÇAISE.	16
P.16	LISTE DES RENCONTRES FAITES PAR LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE, DES INTERVENANTS RENCONTRÉS ET DES BUDGETS ALLOUÉS POUR CES RENCONTRES.	17

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2024.

P.1 LISTE DES ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉES PAR OU POUR L'OQLF DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.2 LISTES DES SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR L'OQLF DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.3 NOMBRE D'ENTREPRISES ASSUJETTES À LA CHARTE OÙ DES SERVICES DE FRANCISATION DES PERSONNES EN MILIEU DE TRAVAIL ONT ÉTÉ OFFERTS, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES. DESCRIPTION DES FORMES QUE CE SERVICE PEUT PRENDRE ET COMMENT LES COÛTS SONT COUVERTS. NOMBRE DE PERSONNES REJOINTES PAR CES SERVICES; LORSQUE POSSIBLE, VENTILÉ PAR STATUT D'IMMIGRATION. LA LISTE DES ENTREPRISES CONCERNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- COORDONNER ET APPORTER UN SOUTIEN STRATÉGIQUE AUX TRAVAUX ENTOURANT LA MISE EN ŒUVRE DE LOI NO 96, *LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS*. CETTE LOI A ÉTÉ SANCTIONNÉE LE 1^{ER} JUIN 2022;
- COORDONNER L'ÉLABORATION DES RÈGLEMENTS SUIVANTS PRIS EN VERTU DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* (CHARTÉ), SOIT:
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES RETRANCHEMENTS AUX SUBVENTIONS VERSÉES AUX ÉTABLISSEMENTS OFFRANT L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL;
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES EXIGENCES DE CONNAISSANCE DU FRANÇAIS NÉCESSAIRES POUR LA DÉLIVRANCE D'UNE ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES;
 - LE RÈGLEMENT AUTORISANT LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE À DÉROGER À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 88.0.17 DE LA CHARTÉ;
 - LE RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION;
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES DÉROGATIONS AU DEVOIR D'EXEMPLARITÉ DE L'ADMINISTRATION ET LES DOCUMENTS RÉDIGÉS OU UTILISÉS EN RECHERCHE.
- PRÉPARER L'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT MODIFIANT PRINCIPALEMENT LE RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES.
- MOBILISER LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION ENVERS LA NOUVELLE POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT (PLE) QUI REMPLACE LA *POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION* (PLG). LA PLE, QUI TROUVE SES FONDEMENTS DANS LA CHARTÉ, ÉNONCE LA VISION DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS EN MATIÈRE LINGUISTIQUE. ELLE GUIDE 1825 ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION DANS L'EXÉCUTION DU DEVOIR D'EXEMPLARITÉ.
- ÉLABORER ET TRANSMETTRE LES DEUX DIRECTIVES GÉNÉRALES PRISES PAR LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI S'APPLIQUENT JUSQU'À CE QUE LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AIENT PRIS LA LEUR :
 - [DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR L'ADMINISTRATION \(QUEBEC.CA\);](#)
 - [DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR L'ADMINISTRATION \(QUEBEC.CA\).](#)
- DÉPLOYER UN OUTIL TECHNOLOGIQUE PERMETTANT AUX ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AUXQUELS S'APPLIQUE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT (PLE) DE PRODUIRE LEUR DIRECTIVE AFIN DE SE CONFORMER À L'ARTICLE 29.15 DE LA CHARTÉ.
- PARTICIPER À L'ORGANISATION DU COLLOQUE DES ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES (OPALE) 2023 TENU LE 17 OCTOBRE 2023 À QUÉBEC SOUS LE THÈME LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE : ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT.
- ORGANISER UNE MISSION DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN FRANCE AFIN DE RENFORCER LES LIENS DU QUÉBEC AVEC DES INSTITUTIONS AYANT UN RÔLE IMPORTANT DANS LE RAYONNEMENT DE LA LANGUE FRANÇAISE EN FRANCE ET DANS LE MONDE.
- PARTICIPATION AVEC LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS À L'ORGANISATION DE L'ÉVÉNEMENT OÙ LE QUÉBEC SERA L'INVITÉ D'HONNEUR AU FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS EN AVRIL 2024.
- PARTICIPATION AVEC LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE AUX RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES DE LA FRANCOPHONIE QUI SE TIENDRONT EN JUIN 2024 À QUÉBEC.
- TRAVAUX DE COLLABORATION AVEC LA FRANCE SUR LES ENJEUX RELATIFS À LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'UNIVERS NUMÉRIQUE.
- REMETTRE QUATRE PRIX ET DISTINCTIONS EN LANGUE FRANÇAISE : L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET LES PRIX DU 3 JUILLET 1608, JULES-FOURNIER ET RAYMOND-CHARETTE, LE 23 NOVEMBRE 2023.
- COORDONNER LES TRAVAUX DES MINISTÈRES MEMBRES DU GROUPE D'ACTION POUR L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE AFIN D'IDENTIFIER LES PRIORITÉS ET LES INITIATIVES À IMPLANTER, DANS LE BUT DE PROMOUVOIR, DE VALORISER ET DE PROTÉGER LA LANGUE FRANÇAISE, DANS DIFFÉRENTES SPHÈRES D'ACTIVITÉ.
- DÉVELOPPER DES COLLABORATIONS ET DES ACTIONS AVEC LES PARTENAIRES DANS LES DOMAINES DE LA JEUNESSE, DE LA VITALITÉ DES RÉGIONS ET DE LA DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS, TOUJOURS EN LIEN AVEC LA LANGUE FRANÇAISE.
- DÉVELOPPER UNE COLLABORATION AVEC LES FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC SUR LA DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS SCIENTIFIQUES FRANCOPHONES, INCLUANT LA SIGNATURE D'UNE ENTENTE AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (1 137 650 \$).
- RECEVOIR ET ANALYSER LES POLITIQUES LINGUISTIQUES RÉVISÉES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET, LE CAS ÉCHÉANT, FORMULER DES PROPOSITIONS DE CORRECTIFS À APPORTER, AFIN DE PERMETTRE AU MINISTRE, ULTIMEMENT, DE TRANSMETTRE UN AVIS DE CONFORMITÉ À LA CHARTÉ.
- RECEVOIR ET ANALYSER LES DEMANDES CONCERNANT LES PROGRAMMES D'ÉTUDES DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS QU'UN ÉTABLISSEMENT COLLÉGIAL (FRANCOPHONE OU PRIVÉ NON SUBVENTIONNÉ) SOUHAITE OFFRIR OU MODIFIER (ART. 88.0.16 DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE).
- SOUTENIR ET METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT L'EMPLOI, LA QUALITÉ ET LA PROMOTION DU FRANÇAIS :
 - ÉLABORATION DE NOUVELLES ENTENTES DE PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS VISANT LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE, DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET DES DROITS LINGUISTIQUES :

- 1 NOUVELLE ENTENTE SIGNÉE AU 31 JANVIER 2024 POUR UN TOTAL DE 100 000\$;

- GESTION DU PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI VISE À ACCROÎTRE L'USAGE ET LA VITALITÉ DU FRANÇAIS EN FAVORISANT LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE, À TRAVERS LE SOUTIEN DE PROJETS QUI CONTRIBUENT À VÉHICULER UNE IMAGE POSITIVE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ESPACE PUBLIC POUR SUSCITER L'INTÉRÊT ET LA FIERTÉ DE TOUS LES QUÉBÉCOIS À SON ÉGARD, ET LA VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE, À TRAVERS LE SOUTIEN DE PROJETS QUI METTENT L'ACCENT SUR LA VALEUR AJOUTÉE QUE CONFÈRE L'USAGE DU FRANÇAIS SUR LES PLANS PERSONNEL, PROFESSIONNEL OU SOCIAL :
 - 34 PROJETS ONT ÉTÉ REÇUS LORS DE L'APPEL DE PROJETS TENU DU 13 NOVEMBRE AU 13 DÉCEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES PROJETS SÉLECTIONNÉS SONT EN COURS D'APPROBATION. DES CRÉDITS DE 472 000 \$ SONT RÉSERVÉS POUR CES NOUVEAUX PROJETS EN 2023-2024;
- GESTION DU PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE QUI PERMET AU MINISTÈRE D'APPUYER DIVERSES INITIATIVES QUI CONCOURENT À L'ACCOMPLISSEMENT DE SA MISSION DE COORDINATION, DE CONCERTATION ET DE PROMOTION À L'ÉGARD DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU QUÉBEC :
 - 376 500 \$ OCTROYÉS À 8 PROJETS;
- GESTION DU PROGRAMME « EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT! ». CE PROGRAMME EST UNE MESURE DU PLAN D'ACTION JEUNESSE 2021 - 2024 ET PERMET AU MINISTÈRE DE SOUTENIR DES INITIATIVES VISANT LA PROMOTION AUPRÈS DES JEUNES DE L'UTILISATION D'UNE LANGUE FRANÇAISE DE QUALITÉ DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE PUBLIQUE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU TRAVAIL ET DANS LA CONSOMMATION DE BIENS ET DE SERVICES :
 - 21 PROJETS ONT ÉTÉ REÇUS LORS DE L'APPEL DE PROJETS TENU DU 13 NOVEMBRE AU 13 DÉCEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES PROJETS SÉLECTIONNÉS SONT EN COURS D'APPROBATION. DES CRÉDITS DE 453 000 \$ SONT RÉSERVÉS POUR CES NOUVEAUX PROJETS EN 2023-2024.
- ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS

2023-2024

 - RECONNAISSANCE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS COMME L'OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR LA MESURE ET L'ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DES PERSONNES N'AYANT PAS LE FRANÇAIS COMME LANGUE PREMIÈRE
 - PUBLICATION EN JUILLET DE L'ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS SUR LE SITE DU MLF
- RÉFÉRENTIEL QUÉBÉCOIS DES PROFILS DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DE MÉTIERS ET PROFESSIONS

2023-2024

 - FINALISATION DES DEUX PREMIERS ENSEMBLES DU RÉFÉRENTIEL REGROUPANT LES PROFILS DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DES MÉTIERS ET PROFESSIONS SANS EXIGENCE DE FORMATION SCOLAIRE ET LES PROFILS NÉCESSITANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES OU PLUSIEURS SEMAINES DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI POUR UN TOTAL DE 140 PROFILS

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE MISSION EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

2023-2024

PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)	
BÉNÉFICIAIRE	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.14 QUEL EST LE POURCENTAGE DU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE PAR RAPPORT AU BUDGET TOTAL DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC?

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES INFORMATIONS CONCERNANT LE BUDGET DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE 2023-2024 SONT DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES À L'EMPLACEMENT SUIVANT :
[HTTPS://WWW.FINANCES.GOUV.QC.CA/BUDGET ET MISE A JOUR/BUDGET/](https://www.finances.gouv.qc.ca/budget_et_mise_a_jour/budget/)

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- A. IL N’Y A PAS DE BUDGET SPÉCIFIQUE MIS À LA DISPOSITION DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE.
- B. LE GROUPE D’ACTION S’EST RENCONTRÉ À QUATRE REPRISES EN 2023-2024.

P.16 LISTE DES RENCONTRES FAITES PAR LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE, DES INTERVENANTS RENCONTRÉS ET DES BUDGETS ALLOUÉS POUR CES RENCONTRES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE EST NOMMÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET RELÈVE DE CELLE-CI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 - 2025

Ministère de la Langue française

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 3^E GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.1	INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024 PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISER S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.	2
P.3	VENTILATION DÉTAILLÉE DU BUDGET ALLOUÉ AUX CAMPAGNES ET AUX ACTIVITÉS DE PROMOTION DU FRANÇAIS EN 2023-2024, ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	3
P.4	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ORGANISMES VOUÉS À LA PROMOTION ET À LA DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE DEPUIS LES 3 DERNIÈRES ANNÉES.	4
P.5	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L’ENSEMBLE DES SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE DEPUIS 2018.	5
P.6	LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES PERSONNES IMMIGRANTES AFIN DE FAVORISER L’UTILISATION DU FRANÇAIS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	6
P.7	LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR PROMOUVOIR LES CÉGEPS FRANCOPHONES AUPRÈS DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS ET DES PERSONNES IMMIGRANTES. MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	7
P.8	DÉTAILS ET COÛT DE LA CAMPAGNE VISANT À MIEUX FAIRE CONNAÎTRE L’ENSEMBLE DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX TOUCHANT LA FRANCISATION AFIN DE JOINDRE TOUTES LES CLIENTÈLES POTENTIELLES, LEURS COÛTS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	8
P.9	LISTE ET COPIE DES CONTRATS OCTROYÉS POUR L’ACHAT OU LE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS. MODE D’OCTROI DES CONTRATS (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ). CRÉDITS ALLOUÉS 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	9
P.10	ÉVOLUTION ANNUELLE, DEPUIS 2016, DU NOMBRE D’EMPLOYÉS, DE LA MASSE SALARIALE ET DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT POUR: C. MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE ; I. VENTILER LES EMPLOYÉS SELON LE POSTE OCCUPÉ.	10
P.11	POUR CHAQUE PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE (FONCTIONNEMENT, PROJETS, IMMOBILISATIONS), INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET LES MONTANTS TOTAUX OCTROYÉS EN 2023-2024, AINSI QUE L’ÉVOLUTION DEPUIS 2016.	11
P.12	POUR CHAQUE DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE CONCERNANT LA LANGUE FRANÇAISE ACCEPTÉE EN 2023-2024: A. NOM DU DEMANDEUR OU DU PROJET ; B. SECTEUR D’INTERVENTION ; C. OBJECTIFS VISÉS PAR LA DEMANDE D’AIDE ; D. AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE.	12
P.13	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIONS ENTREPRISES PAR LE MINISTÈRE EN 2023-2024 À LA SUITE DU JUGEMENT DE LA COUR D’APPEL DU QUÉBEC DU 3 OCTOBRE 2016 ET DE SON INTERPRÉTATION DE L’ARTICLE 46 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. COPIE DES DOCUMENTS, NOTES, ANALYSES, MÉMOS ET AVIS RELATIFS À CE DOSSIER.	14
P.14	LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI ONT ÉMIS LE SOUHAIT D’EMBAUCHER DES TRAVAILLEURS QUI ONT DES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES TANT EN FRANÇAIS QU’EN ANGLAIS, OU EN ANGLAIS UNIQUEMENT, DEPUIS 2018.	15
P.15	COPIE DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE CONCERNANT LES RÉSULTATS D’UNE VÉRIFICATION PORTANT SUR LES EXIGENCES LINGUISTIQUES DANS DES OFFRES D’EMPLOI DU GOUVERNEMENT POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER SEPTEMBRE 2019 AU 30 SEPTEMBRE 2020. COPIE DE CE MÊME RAPPORT POUR 2021.	16

P.16	AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT RÉVÉLÉ DES NON-CONFORMITÉS EN MATIÈRE DE JUSTIFICATION DE L'EXIGENCE DE LA LANGUE ANGLAISE DANS LA NÉCESSITÉ DE L'ACCOMPLISSEMENT DES TÂCHES POUR L'EMPLOI AU REGARD DE L'ART. 46 DE LA CHARTE. LISTE DES PROCESSUS D'EMBAUCHE VÉRIFIÉS.	17
P.17	VENTILATION DÉTAILLÉE DES MESURES DESTINÉES À LA FRANCISATION DES PERSONNES IMMIGRANTES POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	18
P.18	PROPORTION DES PERSONNES IMMIGRANTES QUI ONT PARTICIPÉ AUX DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE FRANCISATION 2023-2024, ET QUI ONT RÉUSSI.	19
P.19	BILAN DE PERFORMANCE QUANT AUX DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE FRANCISATION AU QUÉBEC AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.	20
P.20	LISTE DES MESURES MISES EN AVANT POUR ASSURER QUE LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE AU QUÉBEC SONT EN MESURE DE S'EXPRIMER EN FRANÇAIS.	21
P.21	ÉTAT DE SITUATION QUANT AU SUIVI DONNÉ AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT COMMANDÉ À M. CONRAD OUELLOU, LE 27 JUILLET 2017, RELATIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DYNAMIQUE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE TENANT COMPTE DES RELATIONS ENTRE LANGUE ET CULTURE. POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LES ACTIONS PRISES OU À ENTREPRENDRE PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT L'ÉCHÉANCIER.	22
P.22	COPIE DES CORRESPONDANCES ENTRE LA MINISTRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN DEMANDANT À CELLE-CI D'INTERVENIR AUPRÈS DES BOUTIQUIERS AFIN QUE CESSE LE « BONJOUR/HI ». COPIE DES DOCUMENTS, NOTES, RAPPORTS, ÉTATS DE SITUATION CONCERNANT LE « BONJOUR/HI » À MONTRÉAL.	23
P.23	COPIE DES DIRECTIVES ENVOYÉES PAR LE MINISTRE AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX POUR L'APPLICATION DE L'UNILINGUISME FRANÇAIS ET LA QUALITÉ DU FRANÇAIS DANS LEURS ACTIVITÉS DEPUIS 2018.	24
P.24	ÉTAT DE SITUATION QUANT AU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT « UNE LANGUE COMMUNE À TOUS ET POUR TOUS – MIEUX RÉUSSIR LA FRANCISATION DES NÉO-QUÉBÉCOIS » DÉPOSÉ EN 2016. POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LES ACTIONS PRISES OU À ENTREPRENDRE, INCLUANT L'ÉCHÉANCIER.	25
P.25	COPIE DES CORRESPONDANCES ENTRE LE MINISTÈRE RESPONSABLE DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QUE LA MINISTRE FÉDÉRALE DES LANGUES OFFICIELLES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LES LANGUES OFFICIELLES.	26
P.26	COPIE DES CORRESPONDANCES ET LA LISTE DES RENCONTRES ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.	27
P.27	COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE, NOTE, ÉCHANGE, BILAN OU RAPPORT PRODUIT PAR LE GROUPE D'ACTION POUR LA LANGUE FRANÇAISE (GALF) OU À L'INTENTION DE CELUI-CI.	28
P.28	FOURNIR LES MESURES PROPOSÉES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QUE LES SOMMES ALLOUÉES À CELLES-CI.	29
P.29	BUDGETS ALLOUÉS À LA RECHERCHE PAR OU POUR LE CONSEIL, PAR ANNÉE POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	30
P.30	LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DONNÉS PAR LE CONSEIL AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	31
P.31	LISTE ET COPIE DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR OU POUR LE CONSEIL EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	32
P.32	BILAN DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU POSTE DE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE, À LA SUITE DE L'ADOPTION LOI NO 96 – LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS.	33
P.33	BUDGETS ALLOUÉS À LA RECHERCHE PAR OU POUR LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE EN 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	34
P.34	LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DONNÉS PAR LE COMMISSAIRE AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.	35
P.35	BILAN DES ACTIONS EN 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	36
P.36	LISTE DES MESURES ENTREPRISES À LA SUITE DU DÉPÔT, EN SEPTEMBRE 2019, DU RAPPORT SUR LES PRATIQUES LINGUISTIQUES DANS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC VISANT À RENFORCER L'UTILISATION DU FRANÇAIS DANS L'ADMINISTRATION, EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	38
P.37	NOMBRE D'HEURES DE FORMATION REÇUES PAR LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION SUR LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	39

P.38	LISTE DES MESURES PRISES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR FAVORISER LES COMMUNICATIONS EN FRANÇAIS AVEC LES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	40
P.39	LISTE DES MESURES PRISES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR FAVORISER LES COMMUNICATIONS EN FRANÇAIS AVEC LES PERSONNES MORALES ET LES ENTREPRISES ÉTABLIES AU QUÉBEC ET HORS DU QUÉBEC EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	41
P.40	LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI ONT REÇU DES PLAINTES CONCERNANT LA QUALITÉ DU FRANÇAIS DE LEURS PUBLICATIONS OU DE LEURS ÉCHANGES.	42
P.41	LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI ONT REÇU DES PLAINTES CONCERNANT L'UTILISATION D'UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS COMME LANGUE DE SERVICE ET D'ACCUEIL.	43
P.42	CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, VENTILATION, PAR MOIS, DU NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF), PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	44
P.43	NOMBRE ET NATURE DES PLAINTES ET DES DEMANDES DÉPOSÉES À LA DIRECTION DU TRAITEMENT DES PLAINTES DE L'OQLF, PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR UN PROFESSIONNEL ET NOMBRE DE MEMBRES DU PERSONNEL AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES PLAINTES.	45
P.44	LISTE ET COPIE DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR OU POUR L'OQLF EN 2023-2024, AINSI QUE COPIE DE LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE POUR 2024-2025.	46
P.45	COMPOSITION DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE AU 31 MARS 2023. POUR CHAQUE MEMBRE, PRÉCISER LA DATE DE LA NOMINATION ET LA DURÉE DU MANDAT. PRÉCISER ÉGALEMENT LES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR LE COMITÉ EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	47
P.46	TABLEAU SUR LES DOSSIERS FERMÉS SELON LES MOTIFS DE FERMETURE, EN POURCENTAGE, PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	48
P.47	NOMBRE D'INSPECTEURS ET NOMBRE D'INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR CHACUN PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	49
P.48	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE FOIS QU'À ÉTÉ UTILISÉ L'ARTICLE 151 DE LA CHARTE VISANT À EXIGER D'UNE ENTREPRISE DE MOINS DE 50 EMPLOYÉS QU'ELLE PROCÈDE À L'ANALYSE DE SA SITUATION LINGUISTIQUE, AINSI QU'À L'ÉLABORATION ET À L'APPLICATION D'UN PROGRAMME DE FRANCISATION.	50
P.49	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE D'ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES ENTRE L'OQLF ET UNE ENTREPRISE VISÉE À L'ARTICLE 151 DE LA CHARTE.	51
P.50	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DU FINANCEMENT OCTROYÉ À L'OQLF.	52
P.51	DÉTAILS ET ÉTAT DE L'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS POUR LA PROMOTION DE LA FRANCISATION DANS LES PETITES ENTREPRISES. NOMBRE D'ASSOCIATIONS AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. CRÉDITS ACCORDÉS POUR CE PROGRAMME EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	53
P.52	DÉTAILS ET ÉTAT DE L'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCISATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS. NOMBRE D'ORGANISMES ET D'ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. CRÉDITS ACCORDÉS POUR CE PROGRAMME EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	54
P.53	VENTILATION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ORGANISATIONS SYNDICALES DANS LE CADRE DE LA FRANCISATION DES ENTREPRISES POUR 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	55
P.54	LISTE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION ENTREPRISES AUPRÈS DES JEUNES FRANCOPHONES DE MOINS DE 25 ANS ET DES PERSONNES IMMIGRANTES SUR L'UTILISATION DU FRANÇAIS EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	56
P.55	LISTE DES MESURES CONTRAIGNANTES MISES EN PLACE EN 2023-2024 POUR ASSURER L'UTILISATION DU FRANÇAIS COMME SEULE LANGUE DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	57
P.56	LISTE DES MESURES ENTREPRISES POUR CONTRAINDRE LA VILLE DE MONTRÉAL À OBTENIR SON CERTIFICAT DE FRANCISATION DE L'OQLF DEPUIS 2018.	58

P.57	LISTE DES ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL QUI N’ONT PAS ENCORE LEUR CERTIFICATION DE FRANCISATION DE L’OQLF, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	59
P.58	NOMBRE D’ENTREPRISES INSCRITES À L’OQLF QUI NE DÉTIENNENT PAS LE CERTIFICAT DE FRANCISATION ATTESTANT QUE LE FRANÇAIS EST LA LANGUE D’USAGE NORMALE ET HABITUELLE DU TRAVAIL, DU COMMERCE ET DES AFFAIRES EN 2023-2024.	60
P.59	LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN D’AUGMENTER LE NOMBRE D’ENTREPRISES DÉTENANT LE CERTIFICAT DE FRANCISATION ATTESTANT QUE LE FRANÇAIS EST LA LANGUE D’USAGE NORMALE ET HABITUELLE DU TRAVAIL, DU COMMERCE ET DES AFFAIRES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	61
P.60	LISTE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D’INFORMATION CIBLÉES MENÉES PAR L’OQLF POUR L’ACCUEIL ET LES SERVICES EN FRANÇAIS DANS LES COMMERCE ET LEURS COÛTS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	62
P.61	LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS EMPLOYEURS AFIN DE MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE TOUCHANT LA LANGUE DE TRAVAIL AINSI QUE LES RECOURS POUR ASSURER LE RESPECT DE CES DISPOSITIONS, LEURS COÛTS, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	63
P.62	NOMBRE D’ENTREPRISES INSCRITES AUPRÈS DE L’OQLF AU 31 MARS 2023. NOMBRE D’ENTREPRISES QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION. VENTILATION DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE.	64
P.63	LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES ARRONDISSEMENTS QUI ONT ÉMIS LE SOUHAIT D’EMBAUCHER DES TRAVAILLEURS QUI ONT DES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES TANT EN FRANÇAIS QU’EN ANGLAIS, OU EN ANGLAIS UNIQUEMENT, DEPUIS 2018.	65
P.64	ACTIONS ENTREPRISES POUR FREINER L’EXIGENCE INDUE D’UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS À L’EMBAUCHE, À LA SUITE DU DÉPÔT DE L’ENQUÊTE DE L’OQLF DÉPOSÉ EN 2020 CONCERNANT LES EXIGENCES LINGUISTIQUES AUPRÈS DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS ET DES ARRONDISSEMENTS DE MONTRÉAL.	66
P.65	LISTE DES MUNICIPALITÉS POSSÉDANT UN STATUT BILINGUE. FOURNIR LE POURCENTAGE D’ANGLOPHONES QUI RÉSIDENT DANS CHACUNE DE CES MUNICIPALITÉS.	67
P.66	LISTE DES MUNICIPALITÉS AYANT ADOPTÉ UNE RÉOLUTION EN VERTU DE LA LOI NO 14 – LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS POUR CONSERVER LEUR STATUT DE MUNICIPALITÉ BILINGUE.	68
P.67	ÉTAT DE SITUATION SUR L’AFFICHAGE COMMERCIAL AU QUÉBEC : A. FOURNIR TOUT DOCUMENT, NOTE, MÉMO OU AVIS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 25.1 À 25.5 DU RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES; B. INDIQUER LE NOMBRE D’ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR L’OQLF DEPUIS L’ENTRÉE EN VIGUEUR DE CES ARTICLES; C. INDIQUER LE NOMBRE D’ENTREPRISES AYANT FAIT L’OBJET D’UN SIGNALEMENT POUR NON-RESPECT DE CES ARTICLES DEPUIS LEUR ENTRÉE EN VIGUEUR. D. INDIQUER LE NOMBRE D’AMENDES IMPOSÉES POUR LE NON-RESPECT DE CES ARTICLES DEPUIS LEUR ENTRÉE EN VIGUEUR AINSI QUE LE MONTANT DE CES AMENDES.	69
P.68	LISTE DES MESURES ENTREPRISES AFIN D’ASSURER QUE LES ENTREPRISES RESPECTENT LES ARTICLES 25.1 À 25.5 DU RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	70

N.B. À MOINS D’INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2024.

P.1 INDiquer les sommes dépensées pour 2023-2024 par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du MCN).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le ministère de la langue française a des ententes avec le ministère de la cybersécurité et du numérique (MCN) et le ministère de l’emploi et de la solidarité sociale (MESS) pour tous les services informatiques.

Les télécommunications, l’hébergement des données, le matériel bureautique et l’environnement logiciel en informatique sont assumés par le MCN, alors que le soutien à la gouvernance, les services de cyberdéfense et le développement de systèmes de mission par le MESS.

La dépense totale (opération et capital) : En 2023-2024 : Opérations – 618 562,70 \$, investissement – 11 468,28 \$.

DÉPENSE	Coût
EXPLOITATION	
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (MCN)	25 289,25 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (TELLUS)	8 739,74 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (VIDÉOTRON)	3 758,44 \$
LOCATION DE LOGICIEL ET HÉBERGEMENT DE DONNÉES, SUIVI BUDGÉTAIRE (DECIMAL)	30 000,00 \$
SERVICES INFORMATIQUES (MCN)	197 010,77 \$
ACHAT 5 LICENCES PETIT ROBERT EN LIGNE	479,00 \$
AUTRES SERVICES (MICRO ÉLECTRONICS)	1 897,00 \$
SERVICES DE NATURE TECHNIQUE (MCN)	47 977,27 \$
SOUTIEN À LA GOUVERNANCE (MESS)	295 617,00 \$
ACHATS – FOURN., MAT ET ÉQUIP. (MCN)	6 924,23 \$
ACHATS – FOURN., MAT ET ÉQUIP. (DELL_	870,00 \$
INVESTISSEMENTS	
ACHAT SYSTÈME AUDIO	1 401,72 \$
SALLES VISIO, AUTRES ACHATS INFORMATIQUES	10 066,56 \$
TOTAL :	630 030,98 \$

P.2 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L’INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.3 VENTILATION DÉTAILLÉE DU BUDGET ALLOUÉ AUX CAMPAGNES ET AUX ACTIVITÉS DE PROMOTION DU FRANÇAIS EN 2023-2024, ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT
COSETTE MÉDIAS	PLACEMENT MÉDIAS POUR LA CAMPAGNE DÉFENSE ET VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	450 341,98 \$
CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTAL (CARTIER COMMUNICATIONS)	PUBLICITÉ TRADITIONNELLE CAMPAGNE DÉFENSE ET VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	223 741,51 \$

P.4 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ORGANISMES VOUÉS À LA PROMOTION ET À LA DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE DEPUIS LES 3 DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 2023-2024 :

2023-2024

PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)	
BÉNÉFICIAIRE	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 2023-2024 :

ENTENTES DE PARTENARIAT SPÉCIFIQUES	
BÉNÉFICIAIRE	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
SISMYK DIFFUSION	100 000 \$

PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)	
BÉNÉFICIAIRE	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
FESTIVAL DE LA CHANSON DE GRANBY	49 500 \$
FONDATION DU CÉGEP LIMOILOU	30 000 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	49 500 \$
INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC (ICQ)	49 500 \$

LE PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LE PROGRAMME *EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT!* ONT FAIT L’OBJET D’APPELS DE PROJETS EN NOVEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES AIDES FINANCIÈRES POUR CES PROGRAMMES SONT EN PROCESSUS D’APPROBATION.

P.6 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES PERSONNES IMMIGRANTES AFIN DE FAVORISER L'UTILISATION DU FRANÇAIS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EN DATE DU 31 JANVIER 2024, AUCUNE ACTION N’A ÉTÉ ENTREPRISE AUPRÈS DES PERSONNES IMMIGRANTES AFIN DE FAVORISER L’UTILISATION DU FRANÇAIS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL.

P.7 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR PROMOUVOIR LES CÉGEPS FRANCOPHONES AUPRÈS DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS ET DES PERSONNES IMMIGRANTES. MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MINISTÈRE N’A PAS OCTROYÉ D’AIDE FINANCIÈRE VISANT À PROMOUVOIR LES CÉGEPS FRANCOPHONES EN 2023-2024.

P.8 DÉTAILS ET COÛT DE LA CAMPAGNE VISANT À MIEUX FAIRE CONNAÎTRE L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX TOUCHANT LA FRANCISATION AFIN DE JOINDRE TOUTES LES CLIENTÈLES POTENTIELLES, LEURS COÛTS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE MISSION EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

P.9 LISTE ET COPIE DES CONTRATS OCTROYÉS POUR L'ACHAT OU LE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS. MODE D'OCTROI DES CONTRATS (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ). CRÉDITS ALLOUÉS 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE MLF A OCTROYÉ UN SEUL CONTRAT DE GRÉ À GRÉ POUR LA LOCATION D'UN LOGICIEL D'HÉBERGEMENT DE DONNÉES ET DE SUIVI BUDGÉTAIRE.

ÉTANT DONNÉ QUE LE MESS A UNE ENTENTE DE SERVICES AVEC LE MLF ET QU'IL UTILISE LE MÊME LOGICIEL POUR SES SUIVI BUDGÉTAIRES, LE MLF A DÛ CONFIER LE MANDAT AU MÊME FOURNISSEUR.

P.10 ÉVOLUTION ANNUELLE, DEPUIS 2016, DU NOMBRE D’EMPLOYÉS, DE LA MASSE SALARIALE ET DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT POUR :

C. MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE ;

I. VENTILER LES EMPLOYÉS SELON LE POSTE OCCUPÉ.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES SONT INSCRITS DANS LES LIVRES DES CRÉDITS 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

LA RÉPONSE SUR LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LA MASSE SALARIALE SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.11 POUR CHAQUE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE (FONCTIONNEMENT, PROJETS, IMMOBILISATIONS), INDICHER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET LES MONTANTS TOTAUX OCTROYÉS EN 2023-2024, AINSI QUE L'ÉVOLUTION DEPUIS 2016.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

EXERCICE FINANCIER 2023-2024

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES	NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES	MONTANT OCTROYÉ EN 2023-2024
PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE (PPVLF)	34	N.D.	N.D.
PROGRAMME EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT! (PEFN)	21	N.D.	N.D.
PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS – LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)	9	8	376 500 \$
TOTAL	64	8	376 500 \$

UN PROJET REÇU AU PAPLF EST EN APPROBATION.

LE PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LE PROGRAMME *EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT!* ONT FAIT L'OBJET D'APPELS DE PROJETS EN NOVEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES AIDES FINANCIÈRES POUR CES PROGRAMMES SONT EN PROCESSUS D'APPROBATION.

P.12 POUR CHAQUE DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE CONCERNANT LA LANGUE FRANÇAISE ACCEPTÉE EN 2023-2024:

- A. NOM DU DEMANDEUR OU DU PROJET ;
- B. SECTEUR D’INTERVENTION ;
- C. OBJECTIFS VISÉS PAR LA DEMANDE D’AIDE ;
- D. AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ENTENTES DE PARTENARIAT SPÉCIFIQUES			
BÉNÉFICIAIRE	SECTEUR D’INTERVENTION	OBJECTIFS VISÉS	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
SISMYK DIFFUSION	CULTUREL	- PROMOUVOIR ET VALORISER L’HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE À TRAVERS DES TEXTES ET DES CHANSONS, AU QUÉBEC ET À L’INTERNATIONAL - POSITIONNER LE QUÉBEC COMME UN LEADER DE LA CULTURE FRANCOPHONE ET DE LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LA FRANCOPHONIE - VALORISER LA CULTURE QUÉBÉCOISE ET FRANCOPHONE AUPRÈS D’UN LARGE PUBLIC EN LUI FAISANT DÉCOUVRIR SA RICHESSE ET SA DIVERSITÉ - RÉALISER UN ÉVÉNEMENT CRÉATIF ET RASSEMBLEUR QUI VALORISE LA RICHESSE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FAIT RAYONNER	100 000 \$

PROGRAMME D’ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE (PAPLF)			
BÉNÉFICIAIRE	SECTEUR D’INTERVENTION	OBJECTIFS VISÉS	AIDE FINANCIÈRE OCTROYÉE EN 2023-2024
FESTIVAL DE LA CHANSON DE GRANBY	CULTUREL	- PROMOUVOIR ET VALORISER LA CRÉATION EN FRANÇAIS - METTRE EN VALEUR LES ARTISTES QUI CHOISISSENT DE CRÉER EN FRANÇAIS ET CONTRIBUER À LEUR ESSOR - ENCOURAGER LA CRÉATION DE CHANSONS EN FRANÇAIS - SENSIBILISER LA CLIENTÈLE À UNE PERCEPTION POSITIVE DE L’USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE	49 500 \$
FONDATION DU CÉGEP LIMOILOU	ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	- DONNER LE GOÛT DE LA LECTURE ET DE L’ÉCRITURE - DÉMONSTRER LA BEAUTÉ DU FRANÇAIS EN SUSCITANT LA FIERTE DES PARTICIPANTS - FAIRE PRENDRE CONSCIENCE AUX ÉTUDIANTS DE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE PARLER ET L’ÉCRIT - SENSIBILISER LES ÉTUDIANTS À L’IMPORTANCE DE PRÉSERVER LA LANGUE FRANÇAISE	30 000 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS - RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS - RANIMER LA FIERTE IDENTITAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE - VALORISER L’IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- VALORISER LE FRANÇAIS AUPRÈS DES QUÉBÉCOIS(ES) ET FAIRE RESSORTIR LA FIERTE DE LE PARLER - VALORISER LES EFFORTS PERSONNELS DES QUÉBÉCOIS(ES) DE TOUTES LES ORIGINES DANS LEUR INTÉGRATION PAR LA CONNAISSANCE ET LE PARTAGE DE LA LANGUE COMMUNE À LA DIVERSITÉ, LE FRANÇAIS - PROMOUVOIR LA LANGUE FRANÇAISE AUPRÈS DES FRANCOPHONES, ANGLOPHONES ET ALLOPHONES AVEC DES ACTIVITÉS EXCLUSIVEMENT EN FRANÇAIS	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	- SUSCITER CHEZ LES QUÉBÉCOIS(ES) UN SENTIMENT D’APPARTENANCE À LA FRANCOPHONIE, C’EST-À-DIRE À LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL, ET SA CULTURE - SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS	49 500 \$

		• RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE	
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	• SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) ANGLOPHONES À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS • SENSIBILISER LES FRANCOPHONES À LA NÉCESSITÉ DE PARLER FRANÇAIS • RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE.	49 500 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	DÉFENSE ET PROMOTION DU FRANÇAIS	• PROMOUVOIR LA CULTURE ET L'IDENTITÉ LINGUISTIQUE DU QUÉBEC PAR LES ACTIONS DE JACQUES PARIZEAU • PROMOUVOIR ET VALORISER L'USAGE DU FRANÇAIS COMME LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES AU QUÉBEC ET L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE • SENSIBILISER LES QUÉBÉCOIS(ES) À LA NÉCESSITÉ, POUR TOUTES ET TOUS, DE PARLER PARTOUT ET EN TOUT TEMPS LA LANGUE NATIONALE COMMUNE, LE FRANÇAIS • RENFORCER ET CRÉER DE FAÇON DURABLE DES ATTITUDES, VALEURS, PERCEPTIONS ET DES HABITUDES FAVORABLES À LA PROMOTION ET LA VALORISATION DE LA LANGUE COMMUNE, OFFICIELLE DE TRAVAIL ET DES AFFAIRES, LE FRANÇAIS • RANIMER L'AMOUR POUR LA LANGUE FRANÇAISE ET SON UTILISATION • VALORISER L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE QUI PASSE PAR LA LANGUE FRANÇAISE.	49 500 \$
INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC (ICQ)	CULTUREL	• CONTRIBUER À LA DÉMOCRATISATION DES USAGES LITTÉRAIRES DE LA LANGUE FRANÇAISE • OFFRIR UNE ACTIVITÉ ACCESSIBLE À UN PUBLIC PARFOIS ÉLOIGNÉ DE LA LITTÉRATURE • ASSOCIER LES HABITANT(E)S DE QUÉBEC AU PARTAGE ET À LA MISE EN VALEUR DU FRANÇAIS ET DE LA LITTÉRATURE • METTRE EN VALEUR DES ÉCRIVAIN(E)S QUÉBÉCOIS(ES) D'EXPRESSION FRANÇAISE • FAVORISER LA VITALITÉ ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE VIS-À-VIS DE LA DÉSIGNATION DE QUÉBEC, VILLE DE LITTÉRATURE UNESCO.	49 500 \$

LE PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LE PROGRAMME *EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT!* ONT FAIT L'OBJET D'APPELS DE PROJETS EN NOVEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES AIDES FINANCIÈRES POUR CES PROGRAMMES SONT EN PROCESSUS D'APPROBATION.

P.13 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIONS ENTREPRISES PAR LE MINISTÈRE EN 2023-2024 À LA SUITE DU JUGEMENT DE LA COUR D’APPEL DU QUÉBEC DU 3 OCTOBRE 2016 ET DE SON INTERPRÉTATION DE L’ARTICLE 46 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. COPIE DES DOCUMENTS, NOTES, ANALYSES, MÉMOS ET AVIS RELATIFS À CE DOSSIER.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.14 LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI ONT ÉMIS LE SOUHAIT D’EMBAUCHER DES TRAVAILLEURS QUI ONT DES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES TANT EN FRANÇAIS QU’EN ANGLAIS, OU EN ANGLAIS UNIQUEMENT, DEPUIS 2018.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE POUR L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.15 COPIE DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE CONCERNANT LES RÉSULTATS D'UNE VÉRIFICATION PORTANT SUR LES EXIGENCES LINGUISTIQUES DANS DES OFFRES D'EMPLOI DU GOUVERNEMENT POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER SEPTEMBRE 2019 AU 30 SEPTEMBRE 2020. COPIE DE CE MÊME RAPPORT POUR 2021.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE RAPPORT LE PLUS RÉCENT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (CFP) CONCERNANT LES RÉSULTATS D'UNE VÉRIFICATION PONCTUELLE PORTANT SUR LES EXIGENCES LINGUISTIQUES LORS DE RECRUTEMENT, AFFECTATION OU PROMOTION, POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} SEPTEMBRE 2019 AU 30 SEPTEMBRE 2020 EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE LA CFP, À L'ADRESSE SUIVANTE :

[HTTPS://WWW.CFP.GOUV.QC.CA/IMAGES/PDF/RAPPORTS_VERIFICATION/TABLEAU-SYNTHESE - V2 EMBAUCHE-EMPLOI.PDF](https://www.cfp.gouv.qc.ca/images/pdf/rapports_verification/tableau-synthese_-_v2_embauche-emploi.pdf)

P.16 AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT RÉVÉLÉ DES NON-CONFORMITÉS EN MATIÈRE DE JUSTIFICATION DE L'EXIGENCE DE LA LANGUE ANGLAISE DANS LA NÉCESSITÉ DE L'ACCOMPLISSEMENT DES TÂCHES POUR L'EMPLOI AU REGARD DE L'ART. 46 DE LA CHARTE. LISTE DES PROCESSUS D'EMBAUCHE VÉRIFIÉS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE MISSION EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L’INTÉGRATION.

P.18 PROPORTION DES PERSONNES IMMIGRANTES QUI ONT PARTICIPÉ AUX DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE FRANCISATION 2023-2024, ET QUI ONT RÉUSSI.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE MISSION EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

P.19 BILAN DE PERFORMANCE QUANT AUX DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE FRANCISATION AU QUÉBEC AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.20 LISTE DES MESURES MISES EN AVANT POUR ASSURER QUE LES DIRIGEANTS D’ENTREPRISE AU QUÉBEC SONT EN MESURE DE S’EXPRIMER EN FRANÇAIS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.21 ÉTAT DE SITUATION QUANT AU SUIVI DONNÉ AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT COMMANDÉ À M. CONRAD OUELLON, LE 27 JUILLET 2017, RELATIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DYNAMIQUE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE TENANT COMPTE DES RELATIONS ENTRE LANGUE ET CULTURE. POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LES ACTIONS PRISES OÙ À ENTREPRENDRE PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT L'ÉCHÉANCIER.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.22 COPIE DES CORRESPONDANCES ENTRE LA MINISTRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN DEMANDANT À CELLE-CI D’INTERVENIR AUPRÈS DES BOUTIQUIERS AFIN QUE CESSE LE « BONJOUR/HI ». COPIE DES DOCUMENTS, NOTES, RAPPORTS, ÉTATS DE SITUATION CONCERNANT LE « BONJOUR/HI » À MONTRÉAL.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.23 COPIE DES DIRECTIVES ENVOYÉES PAR LE MINISTRE AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX POUR L'APPLICATION DE L'UNILINGUISME FRANÇAIS ET LA QUALITÉ DU FRANÇAIS DANS LEURS ACTIVITÉS DEPUIS 2018.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CONSULTER LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT SUR LE SITE DU MINISTÈRE : [HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/LANGUE-FRANCAISE/FR/POLITIQUES/POLITIQUE_LINGUISTIQUE_ETAT.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/langue-francaise/fr/politiques/politique_linguistique_etat.pdf).

P.24 **ÉTAT DE SITUATION QUANT AU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT « UNE LANGUE COMMUNE À TOUS ET POUR TOUS – MIEUX RÉUSSIR LA FRANCISATION DES NÉO-QUÉBÉCOIS » DÉPOSÉ EN 2016. POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LES ACTIONS PRISES OU À ENTREPRENDRE, INCLUANT L'ÉCHÉANCIER.**

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.25 COPIE DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LE MINISTÈRE RESPONSABLE DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QUE LA MINISTRE FÉDÉRALE DES LANGUES OFFICIELLES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LES LANGUES OFFICIELLES.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.27 COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE, NOTE, ÉCHANGE, BILAN OU RAPPORT PRODUIT PAR LE GROUPE D’ACTION POUR LA
LANGUE FRANÇAISE (GALF) OU À L’INTENTION DE CELUI-CI.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.28 FOURNIR LES MESURES PROPOSÉES DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QUE LES SOMMES ALLOUÉES À CELLES-CI.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES TRAVAUX DU GROUPE D’ACTION POUR L’AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE SE POURSUIVENT.

P.29 BUDGETS ALLOUÉS À LA RECHERCHE PAR OU POUR LE CONSEIL, PAR ANNÉE POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ ABOLI LE 1^{ER} JUIN 2022, LE JOUR DE LA SANCTION DE LA LOI 14 (LQ 2022, C 14).

LES INFORMATIONS PERTINENTES AU SUJET DE CET ORGANISME SE TROUVENT DANS SON DERNIER [RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2021-2022](#) QUI A ÉTÉ DÉPOSÉ À L’ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC LE 2 FÉVRIER 2023.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ ABOLI LE 1^{ER} JUIN 2022, LE JOUR DE LA SANCTION DE LA LOI 14 (LQ 2022, C 14).

LES INFORMATIONS PERTINENTES AU SUJET DE CET ORGANISME SE TROUVENT DANS SON DERNIER [RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2021-2022](#) QUI A ÉTÉ DÉPOSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC LE 2 FÉVRIER 2023.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE A ÉTÉ ABOLI LE 1^{ER} JUIN 2022, LE JOUR DE LA SANCTION DE LA LOI 14 (LQ 2022, C 14).

LES INFORMATIONS PERTINENTES AU SUJET DE CET ORGANISME SE TROUVENT DANS SON DERNIER [RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2021-2022](#) QUI A ÉTÉ DÉPOSÉ À L’ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC LE 2 FÉVRIER 2023.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE EST NOMMÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET RELÈVE DE CELLE-CI.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE EST NOMMÉ PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET RELÈVE DE CELLE-CI.

P.34 LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DONNÉS PAR LE COMMISSAIRE AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- COORDONNER ET APPORTER UN SOUTIEN STRATÉGIQUE AUX TRAVAUX ENTOURANT LA MISE EN ŒUVRE DE LOI NO 96, *LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS*. CETTE LOI A ÉTÉ SANCTIONNÉE LE 1^{ER} JUIN 2022;
- COORDONNER L'ÉLABORATION DES RÈGLEMENTS SUIVANTS PRIS EN VERTU DE LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* (CHARTÉ), SOIT:
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES RETRANCHEMENTS AUX SUBVENTIONS VERSÉES AUX ÉTABLISSEMENTS OFFRANT L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL;
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES EXIGENCES DE CONNAISSANCE DU FRANÇAIS NÉCESSAIRES POUR LA DÉLIVRANCE D'UNE ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES;
 - LE RÈGLEMENT AUTORISANT LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE À DÉROGER À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 88.0.17 DE LA CHARTÉ;
 - LE RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION;
 - LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES DÉROGATIONS AU DEVOIR D'EXEMPLARITÉ DE L'ADMINISTRATION ET LES DOCUMENTS RÉDIGÉS OU UTILISÉS EN RECHERCHE.
- PRÉPARER L'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT MODIFIANT PRINCIPALEMENT LE RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES.
- MOBILISER LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION ENVERS LA NOUVELLE POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT (PLE) QUI REMPLACE LA *POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION* (PLG). LA PLE, QUI TROUVE SES FONDEMENTS DANS LA CHARTÉ, ÉNONCE LA VISION DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS EN MATIÈRE LINGUISTIQUE. ELLE GUIDE 1825 ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION DANS L'EXÉCUTION DU DEVOIR D'EXEMPLARITÉ.
- ÉLABORER ET TRANSMETTRE LES DEUX DIRECTIVES GÉNÉRALES PRISES PAR LE MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI S'APPLIQUENT JUSQU'À CE QUE LES ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AIENT PRIS LA LEUR :
 - [DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR L'ADMINISTRATION \(QUEBEC.CA\);](#)
 - [DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR L'ADMINISTRATION \(QUEBEC.CA\).](#)
- DÉPLOYER UN OUTIL TECHNOLOGIQUE PERMETTANT AUX ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AUXQUELS S'APPLIQUE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT (PLE) DE PRODUIRE LEUR DIRECTIVE AFIN DE SE CONFORMER À L'ARTICLE 29.15 DE LA CHARTÉ.
- PARTICIPER À L'ORGANISATION DU COLLOQUE DES ORGANISMES FRANCOPHONES DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUES (OPALE) 2023 TENU LE 17 OCTOBRE 2023 À QUÉBEC SOUS LE THÈME LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE : ENJEUX ET RÔLE DE L'ÉTAT.
- ORGANISER UNE MISSION DU MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN FRANCE AFIN DE RENFORCER LES LIENS DU QUÉBEC AVEC DES INSTITUTIONS AYANT UN RÔLE IMPORTANT DANS LE RAYONNEMENT DE LA LANGUE FRANÇAISE EN FRANCE ET DANS LE MONDE.
- PARTICIPATION AVEC LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS À L'ORGANISATION DE L'ÉVÉNEMENT OÙ LE QUÉBEC SERA L'INVITÉ D'HONNEUR AU FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS EN AVRIL 2024.
- PARTICIPATION AVEC LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE AUX RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES DE LA FRANCOPHONIE QUI SE TIENDRONT EN JUIN 2024 À QUÉBEC.
- TRAVAUX DE COLLABORATION AVEC LA FRANCE SUR LES ENJEUX RELATIFS À LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'UNIVERS NUMÉRIQUE.
- REMETTRE QUATRE PRIX ET DISTINCTIONS EN LANGUE FRANÇAISE : L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE ET LES PRIX DU 3 JUILLET 1608, JULES-FOURNIER ET RAYMOND-CHARETTE, LE 23 NOVEMBRE 2023.
- COORDONNER LES TRAVAUX DES MINISTÈRES MEMBRES DU GROUPE D'ACTION POUR L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE AFIN D'IDENTIFIER LES PRIORITÉS ET LES INITIATIVES À IMPLANTER, DANS LE BUT DE PROMOUVOIR, DE VALORISER ET DE PROTÉGER LA LANGUE FRANÇAISE, DANS DIFFÉRENTES SPHÈRES D'ACTIVITÉ.
- DÉVELOPPER DES COLLABORATIONS ET DES ACTIONS AVEC LES PARTENAIRES DANS LES DOMAINES DE LA JEUNESSE, DE LA VITALITÉ DES RÉGIONS ET DE LA DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS, TOUJOURS EN LIEN AVEC LA LANGUE FRANÇAISE.
- DÉVELOPPER UNE COLLABORATION AVEC LES FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC SUR LA DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS SCIENTIFIQUES FRANCOPHONES, INCLUANT LA SIGNATURE D'UNE ENTENTE AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (1 137 650 \$).
- RECEVOIR ET ANALYSER LES POLITIQUES LINGUISTIQUES RÉVISÉES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET, LE CAS ÉCHÉANT, FORMULER DES PROPOSITIONS DE CORRECTIFS À APPORTER, AFIN DE PERMETTRE AU MINISTRE, ULTIMEMENT, DE TRANSMETTRE UN AVIS DE CONFORMITÉ À LA CHARTÉ.
- RECEVOIR ET ANALYSER LES DEMANDES CONCERNANT LES PROGRAMMES D'ÉTUDES DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS QU'UN ÉTABLISSEMENT COLLÉGIAL (FRANCOPHONE OU PRIVÉ NON SUBVENTIONNÉ) SOUHAITE OFFRIR OU MODIFIER (ART. 88.0.16 DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE).
- SOUTENIR ET METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT L'EMPLOI, LA QUALITÉ ET LA PROMOTION DU FRANÇAIS :
 - ÉLABORATION DE NOUVELLES ENTENTES DE PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS VISANT LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE, DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET DES DROITS LINGUISTIQUES :
 - 1 NOUVELLE ENTENTE SIGNÉE AU 31 JANVIER 2024 POUR UN TOTAL DE 100 000\$;

- GESTION DU PROGRAMME DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI VISE À ACCROÎTRE L'USAGE ET LA VITALITÉ DU FRANÇAIS EN FAVORISANT LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE, À TRAVERS LE SOUTIEN DE PROJETS QUI CONTRIBUENT À VÉHICULER UNE IMAGE POSITIVE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ESPACE PUBLIC POUR SUSCITER L'INTÉRÊT ET LA FIERTÉ DE TOUS LES QUÉBÉCOIS À SON ÉGARD, ET LA VALORISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE, À TRAVERS LE SOUTIEN DE PROJETS QUI METTENT L'ACCENT SUR LA VALEUR AJOUTÉE QUE CONFÈRE L'USAGE DU FRANÇAIS SUR LES PLANS PERSONNEL, PROFESSIONNEL OU SOCIAL :
 - 34 PROJETS ONT ÉTÉ REÇUS LORS DE L'APPEL DE PROJETS TENU DU 13 NOVEMBRE AU 13 DÉCEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES PROJETS SÉLECTIONNÉS SONT EN COURS D'APPROBATION. DES CRÉDITS DE 472 000 \$ SONT RÉSERVÉS POUR CES NOUVEAUX PROJETS EN 2023-2024;
- GESTION DU PROGRAMME D'ACCUEIL DE PROJETS - LANGUE FRANÇAISE QUI PERMET AU MINISTÈRE D'APPUYER DIVERSES INITIATIVES QUI CONCOURENT À L'ACCOMPLISSEMENT DE SA MISSION DE COORDINATION, DE CONCERTATION ET DE PROMOTION À L'ÉGARD DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU QUÉBEC :
 - 376 500 \$ OCTROYÉS À 8 PROJETS;
- GESTION DU PROGRAMME « EN FRANÇAIS, NATURELLEMENT! ». CE PROGRAMME EST UNE MESURE DU PLAN D'ACTION JEUNESSE 2021 - 2024 ET PERMET AU MINISTÈRE DE SOUTENIR DES INITIATIVES VISANT LA PROMOTION AUPRÈS DES JEUNES DE L'UTILISATION D'UNE LANGUE FRANÇAISE DE QUALITÉ DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE PUBLIQUE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU TRAVAIL ET DANS LA CONSOMMATION DE BIENS ET DE SERVICES :
 - 21 PROJETS ONT ÉTÉ REÇUS LORS DE L'APPEL DE PROJETS TENU DU 13 NOVEMBRE AU 13 DÉCEMBRE 2023. EN DATE DU 31 JANVIER 2024, LES PROJETS SÉLECTIONNÉS SONT EN COURS D'APPROBATION. DES CRÉDITS DE 453 000 \$ SONT RÉSERVÉS POUR CES NOUVEAUX PROJETS EN 2023-2024.
- ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS
 - 2023-2024
 - RECONNAISSANCE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS COMME L'OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR LA MESURE ET L'ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DES PERSONNES N'AYANT PAS LE FRANÇAIS COMME LANGUE PREMIÈRE
 - PUBLICATION EN JUILLET DE L'ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS SUR LE SITE DU MLF
- RÉFÉRENTIEL QUÉBÉCOIS DES PROFILS DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DE MÉTIERS ET PROFESSIONS
 - 2023-2024
 - FINALISATION DES DEUX PREMIERS ENSEMBLES DU RÉFÉRENTIEL REGROUPANT LES PROFILS DE COMPÉTENCES EN FRANÇAIS DES MÉTIERS ET PROFESSIONS SANS EXIGENCE DE FORMATION SCOLAIRE ET LES PROFILS NÉCESSITANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES OU PLUSIEURS SEMAINES DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI POUR UN TOTAL DE 140 PROFILS

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L’ENSEMBLE DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE CONCERNANT LE DEVOIR D’EXEMPLARITÉ, QUI DOIVENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE EN TENANT COMPTE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L’ÉTAT, SONT EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JUIN 2023.

P.37 NOMBRE D'HEURES DE FORMATION REÇUES PAR LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION SUR LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

AUCUNE. CETTE POLITIQUE A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT LE 28 FÉVRIER 2023.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA *LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS*, SANCTIONNÉE LE 1^{ER} JUIN 2022, INSTAURE UN DEVOIR D’EXEMPLARITÉ DE LA PART DE L’ÉTAT AFIN DE MARQUER L’IMPORTANCE DU RÔLE DE L’ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE DANS LA PÉRENNITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA *LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS*, SANCTIONNÉE LE 1^{ER} JUIN 2022, INSTAURE UN DEVOIR D’EXEMPLARITÉ DE LA PART DE L’ÉTAT AFIN DE MARQUER L’IMPORTANCE DU RÔLE DE L’ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE DANS LA PÉRENNITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.40 LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI ONT REÇU DES PLAINTES CONCERNANT LA QUALITÉ DU FRANÇAIS DE LEURS PUBLICATIONS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.41 LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI ONT REÇU DES PLAINTES CONCERNANT L'UTILISATION D'UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS COMME LANGUE DE SERVICE ET D'ACCUEIL.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.42 CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, VENTILATION, PAR MOIS, DU NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF), PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.43 NOMBRE ET NATURE DES PLAINTES ET DES DEMANDES DÉPOSÉES À LA DIRECTION DU TRAITEMENT DES PLAINTES DE L'OQLF, PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR UN PROFESSIONNEL ET NOMBRE DE MEMBRES DU PERSONNEL AFFECTÉS AU TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.44 LISTE ET COPIE DES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR OU POUR L'OQLF EN 2023-2024, AINSI QUE COPIE DE LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.45 COMPOSITION DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE AU 31 MARS 2024. POUR CHAQUE MEMBRE, PRÉCISER DATE DE LA NOMINATION ET LA DURÉE DU MANDAT. PRÉCISER ÉGALEMENT LES ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉS PAR LE COMITÉ EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.46 TABLEAU SUR LES DOSSIERS FERMÉS SELON LES MOTIFS DE FERMETURE, EN POURCENTAGE, PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.47 NOMBRE D’INSPECTEURS ET NOMBRE D’INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR CHACUN PAR ANNÉE, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.48 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE FOIS QU’A ÉTÉ UTILISÉ L’ARTICLE 151 DE LA CHARTE VISANT À EXIGER D’UNE ENTREPRISE DE MOINS DE 50 EMPLOYÉS QU’ELLE PROCÈDE À L’ANALYSE DE SA SITUATION LINGUISTIQUE, AINSI QU’À L’ÉLABORATION ET À L’APPLICATION D’UN PROGRAMME DE FRANCISATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.49 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE D’ENTENTES PARTICULIÈRES CONCLUES ENTRE L’OQLF ET UNE ENTREPRISE VISÉE À L’ARTICLE 151 DE LA CHARTE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.50 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DU FINANCEMENT OCTROYÉ À L'OQLF.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.51 DÉTAILS ET ÉTAT D’IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS POUR LA PROMOTION DE LA FRANCISATION DANS LES PETITES ENTREPRISES. NOMBRE D’ASSOCIATIONS AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME EN 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. CRÉDITS ACCORDÉS POUR CE PROGRAMME EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.52 DÉTAILS ET ÉTAT DE L'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCISATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS. NOMBRE D'ORGANISMES ET D'ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. CRÉDITS ACCORDÉS POUR CE PROGRAMME EN 2023-2024, VENTILÉS PAR MOIS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.53 VENTILATION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ORGANISATIONS SYNDICALES DANS LE CADRE DE LA FRANCISATION DES ENTREPRISES POUR 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.54 LISTE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION ENTREPRISES AUPRÈS DES JEUNES FRANCOPHONES DE MOINS DE 25 ANS ET DES PERSONNES IMMIGRANTES SUR L'UTILISATION DU FRANÇAIS EN 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

**P.55 LISTE DES MESURES CONTRAIGNANTES MISES EN PLACE EN 2023-2024 POUR ASSURER L’UTILISATION DU FRANÇAIS
COMME SEULE LANGUE DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024.
PRÉVISIONS POUR 2024-2025.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE.

P.56 LISTE DES MESURES ENTREPRISES POUR CONTRAINDRE LA VILLE DE MONTRÉAL À OBTENIR SON CERTIFICAT DE FRANCISATION DE L’OQLF DEPUIS 2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.57 LISTE DES ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL QUI N'ONT PAS ENCORE LEUR CERTIFICATION DE FRANCISATION DE L'OQLF, POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.58 NOMBRE D’ENTREPRISES INSCRITES À L’OQLF QUI NE DÉTIENNENT PAS LE CERTIFICAT DE FRANCISATION ATTESTANT QUE LE FRANÇAIS EST LA LANGUE D’USAGE NORMAL ET HABITUELLE DU TRAVAIL, DU COMMERCE ET DES AFFAIRES EN 2023-2024.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.59 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN D’AUGMENTER LE NOMBRE D’ENTREPRISES DÉTENANT LE CERTIFICAT DE FRANCISATION ATTESTANT QUE LE FRANÇAIS EST LA LANGUE D’USAGE NORMAL ET HABITUELLE DU TRAVAIL, DU COMMERCE ET DES AFFAIRES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.60 LISTE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION CIBLÉES MENÉES PAR L'OQLF POUR L'ACCUEIL ET LES SERVICES EN FRANÇAIS DANS LES COMMERCEs ET LEURS COûTS AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.61 LISTE DES ACTIONS MENÉES AUPRÈS DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS EMPLOYEURS AFIN DE MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE TOUCHANT LA LANGUE DE TRAVAIL AINSI QUE LES RECOURS POUR ASSURER LE RESPECT DE CES DISPOSITIONS, LEURS COÛTS, ET LES PRÉVISIONS 2024- 2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.62 NOMBRE D’ENTREPRISES INSCRITES AUPRÈS DE L’OQLF AU 31 MARS 2024. NOMBRE D’ENTREPRISES QUI DÉTIENNENT UN CERTIFICAT DE FRANCISATION. VENTILATION DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.63 LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES ARRONDISSEMENTS QUI ONT ÉMIS LE SOUHAIT D’EMBAUCHER DES TRAVAILLEURS QUI ONT DES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES TANT EN FRANÇAIS QU’EN ANGLAIS, OU EN ANGLAIS UNIQUEMENT, DEPUIS 2018.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE POUR L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.64 ACTIONS ENTREPRISES POUR FREINER L'EXIGENCE INDUE D'UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS À L'EMBAUCHE, À LA SUITE DU DÉPÔT DE L'ENQUÊTE DE L'OQLF DÉPOSÉ EN 2020 CONCERNANT LES EXIGENCES LINGUISTIQUES AUPRÈS DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS ET DES ARRONDISSEMENTS DE MONTRÉAL.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.65 LISTE DES MUNICIPALITÉS POSSÉDANT UN STATUT BILINGUE. FOURNIR LE POURCENTAGE D’ANGLOPHONES QUI RÉSIDENT DANS CHACUNE DE CES MUNICIPALITÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.66 LISTE DES MUNICIPALITÉS AYANT ADOPTÉ UNE RÉOLUTION EN VERTU DE LA LOI NO 14 – LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS POUR CONSERVER LEUR STATUT DE MUNICIPALITÉ BILINGUE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.67 ÉTAT DE SITUATION SUR L’AFFICHAGE COMMERCIAL AU QUÉBEC :

- A. FOURNIR TOUT DOCUMENT, NOTE, MÉMO OU AVIS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 25.1 À 25.5 DU RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES;**
 - B. INDiquer LE NOMBRE D’ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR L’OQLF DEPUIS L’ENTRÉE EN VIGUEUR DE CES ARTICLES;**
 - C. INDiquer LE NOMBRE D’ENTREPRISES AYANT FAIT L’OBJET D’UN SIGNALEMENT POUR NON-RESPECT DE CES ARTICLES DEPUIS LEUR ENTRÉE EN VIGUEUR.**
 - D. INDiquer LE NOMBRE D’AMENDES IMPOSÉES POUR LE NON-RESPECT DE CES ARTICLES DEPUIS LEUR ENTRÉE EN VIGUEUR AINSI QUE LE MONTANT DE CES AMENDES.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

P.68 LISTE DES MESURES ENTREPRISES AFIN D’ASSURER QUE LES ENTREPRISES RESPECTENT LES ARTICLES 25.1 À 25.5 DU RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE PAR L’OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE